

Berthet Liogier Caulfuty

urbanistes - ingénieurs VRD - géomètres-experts
paysagistes - environnementalistes
experts en économie immobilière et foncière
CRÉATEURS DE LIBERTÉ, DEPUIS 1956

Attignat
commune de l'Ain

Vu le : 7/9/2022
Le commissaire enquêteur
PICHON Alain

Plan Local d'Urbanisme d'Attignat

Modification n°J

Dossier d'enquête publique

et de notification aux Personnes Publiques Associées

Mars 2022

<p>Vu pour rester annexé à l'arrêté du 16/10/2020 et à la délibération du 13/04/2021</p> <p><i>H. Walter</i> MARTEIN</p> <p>Le Maire</p>	<p>PLU approuvé le : 5 mai 2006</p> <p>Modification (A) le : 1^{er} février 2008</p> <p>Révision simplifiée (B) le : 3 juin 2008</p> <p>Modification simplifiée (C) le : 2 février 2010</p> <p>Modification (D) le : 18 octobre 2011</p> <p>Révision avec examen conjoint (E/F) et modification (G) le : 4 mars 2014</p> <p>Modification simplifiée (H) le : 29 septembre 2015</p> <p>Modification (I) le : 20 octobre 2020</p>
<p>Pour copie conforme</p>	

BERTHET LIOGIER CAULFUTY

41 boulevard Voltaire - 01000 BOURG EN BRESSE

Tel : 04 74 21 99 80 - Fax : 04 74 21 87 58 - E-mail : blc.contact@blc-ge.com

Arrêté n° 2020/94
prescrivant la procédure de modification (J) du plan local d'urbanisme
de la Commune d'ATTIGNAT

Le Maire,

- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 153-37 et L. 153-41 ;
- Vu la délibération du 5 mai 2006 approuvant le plan local d'urbanisme ;
- Vu la délibération du 1^{er} février 2008 approuvant la modification (A) du plan local d'urbanisme ;
- Vu la délibération du 3 juin 2008 approuvant la révision simplifiée (B) du plan local d'urbanisme ;
- Vu la délibération du 2 février 2010 approuvant la modification simplifiée (C) du plan local d'urbanisme ;
- Vu la délibération du 18 octobre 2011 approuvant la modification (D) du plan local d'urbanisme ;
- Vu les délibérations du 4 mars 2014 approuvant la révision avec examen conjoint (E/F) et la modification (G) du plan local d'urbanisme ;
- Vu la délibération du 29 septembre 2015 approuvant la modification simplifiée (H) du plan local d'urbanisme ;
- Vu l'arrêté n° 2019/06 du 16 janvier 2019 prescrivant la procédure de modification du plan local d'urbanisme de la Commune d'ATTIGNAT, modifié par les arrêtés n°2019/26 du 11 avril 2019 et n°2019/59 du 1^{er} août 2019 ;

Considérant que le plan local d'urbanisme nécessite d'être modifié pour les raisons suivantes :

- que la zone 2AU située au lieu-dit Charneil et comprenant les parcelles AD 51, 52 et 53 constitue une dent creuse au sein de la tâche urbaine d'Attignat, située entre les habitations existantes, la voie verte et le lotissement Charneil, dont les dernières constructions sont en cours de réalisation, et qu'elle s'intègre dans le projet de développement communal et doit s'urbaniser.

ARRETE

Article 1

En application des dispositions des articles L. 153-37 et L. 153-41 du code de l'urbanisme, une procédure de modification du plan local d'urbanisme est engagée.

Article 2

Le projet de modification porte sur :

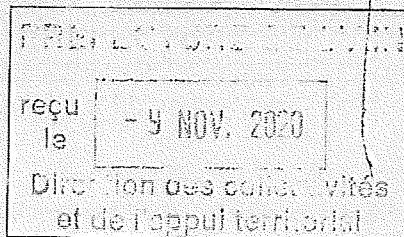
- l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU située sur les parcelles AD 51, AD 52 et AD 53.

Article 3

Le dossier sera transmis pour avis à Monsieur le Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme, en application de l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme.

Article 4

Le dossier sera transmis pour avis à Monsieur le Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme, en application de l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme.


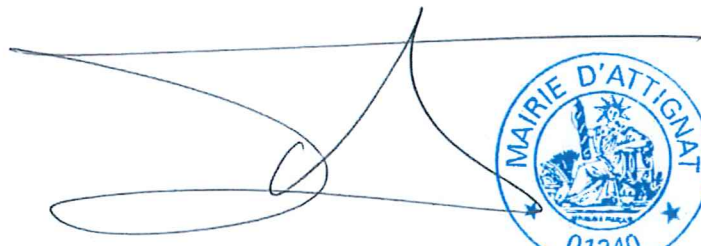


Article 5

Une copie du présent arrêté sera adressée à la Préfecture.
Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Fait à Attignat le 16 octobre 2020

Le Maire,
Walter MARTIN



Séance du 13 avril 2021

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an 2021, le 13 avril, les membres du Conseil Municipal se sont réunis au Centre culturel d'Attignat, sous la présidence de Monsieur le Maire Walter MARTIN, suite à la convocation du 9 avril 2021.

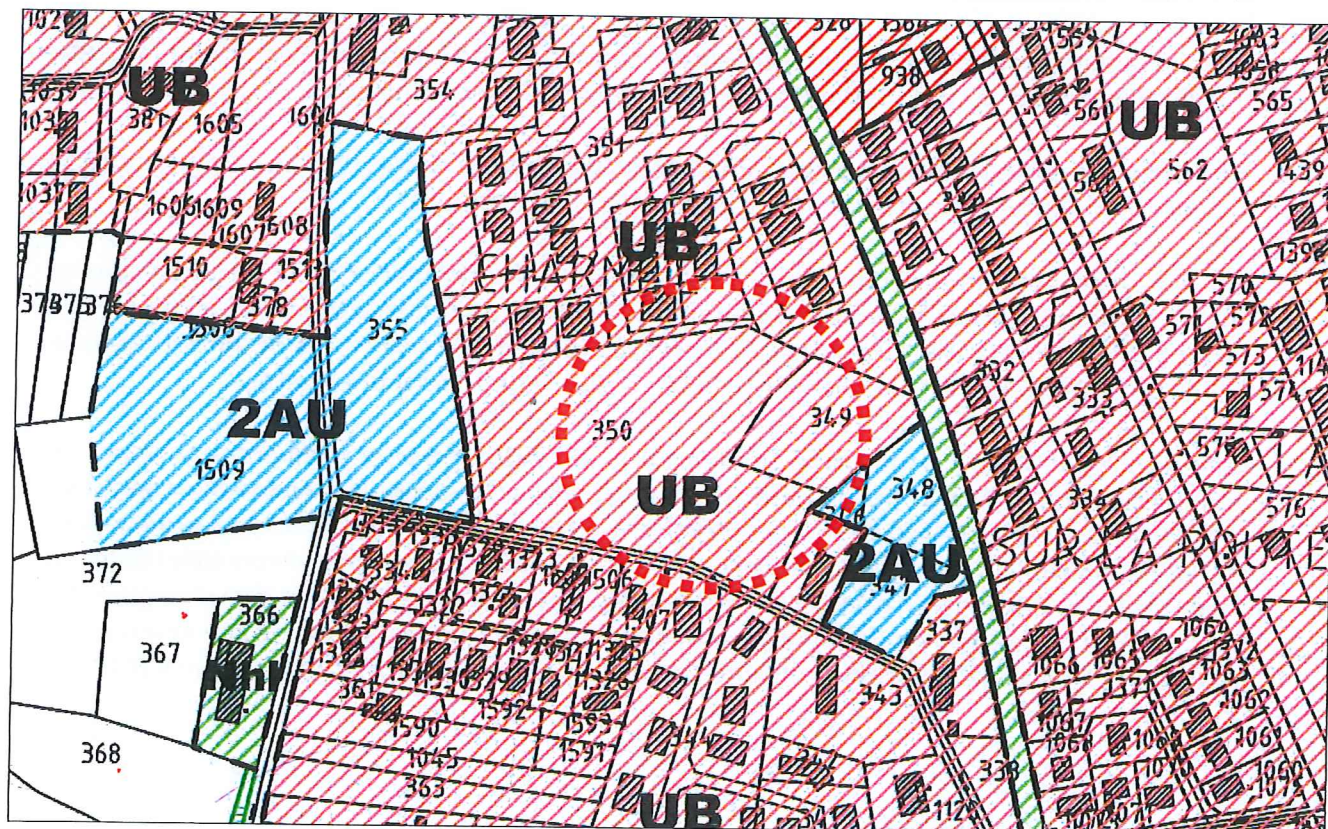
Présents : M. Walter MARTIN (pouvoir de Mme ALBANO), Mme Annie SOCHAY, M. François BESSON, Mme Véronique PARRATON, M. Hervé BUATIER, Mme Fabienne RAVET, M. Olivier ABRIAL, Mme Annick PERRET, M. Emmanuel PERRIN, Mme Sylvie DEBARD, M. Jean-Louis BALLUTO, Mme Colette MASNADA, M. Xavier MAISONNEUVE, Mme Patricia CUZENARD, M. Ludovic VEYRET, Mme Gaëlle CURNILLON, M. Vincent MAURICE, M. Stéphane PERRAUD, Mme Aurélie REVOL, Mme Morgane GOUJON, M. Eric PERRET

Excusés : M. David LAURENT, Mme Marina ALBANO (pouvoir à M. le Maire)

Secrétaire de séance : M. Emmanuel PERRIN

Objet : Modification « J » du PLU – Classement d'une zone 2AU

Par arrêté municipal du Maire en date du 16 octobre 2020, il a été engagé la procédure de modification du PLU, afin de permettre l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU située sur les parcelles AD 51, AD 52 et AD 53, dans le secteur de Charmeil.



Extrait du plan de zonage actuellement en vigueur sur le secteur de Charmeil, source : PLU d'Attignat

L'article L.153-36 du code de l'urbanisme stipule qu'en dehors des cas où une révision s'impose, en application de l'article L.153-31, le plan local d'urbanisme fait l'objet d'une procédure de modification, lorsque la commune envisage de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

L'article L.153-41 précise que le projet de modification est soumis à enquête publique, lorsqu'il a pour effet, soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, soit de diminuer ces possibilités de construire, soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

L'article L.153-38 précise aussi que, lorsque le projet porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, le conseil municipal justifie, par une délibération motivée, l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées, et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

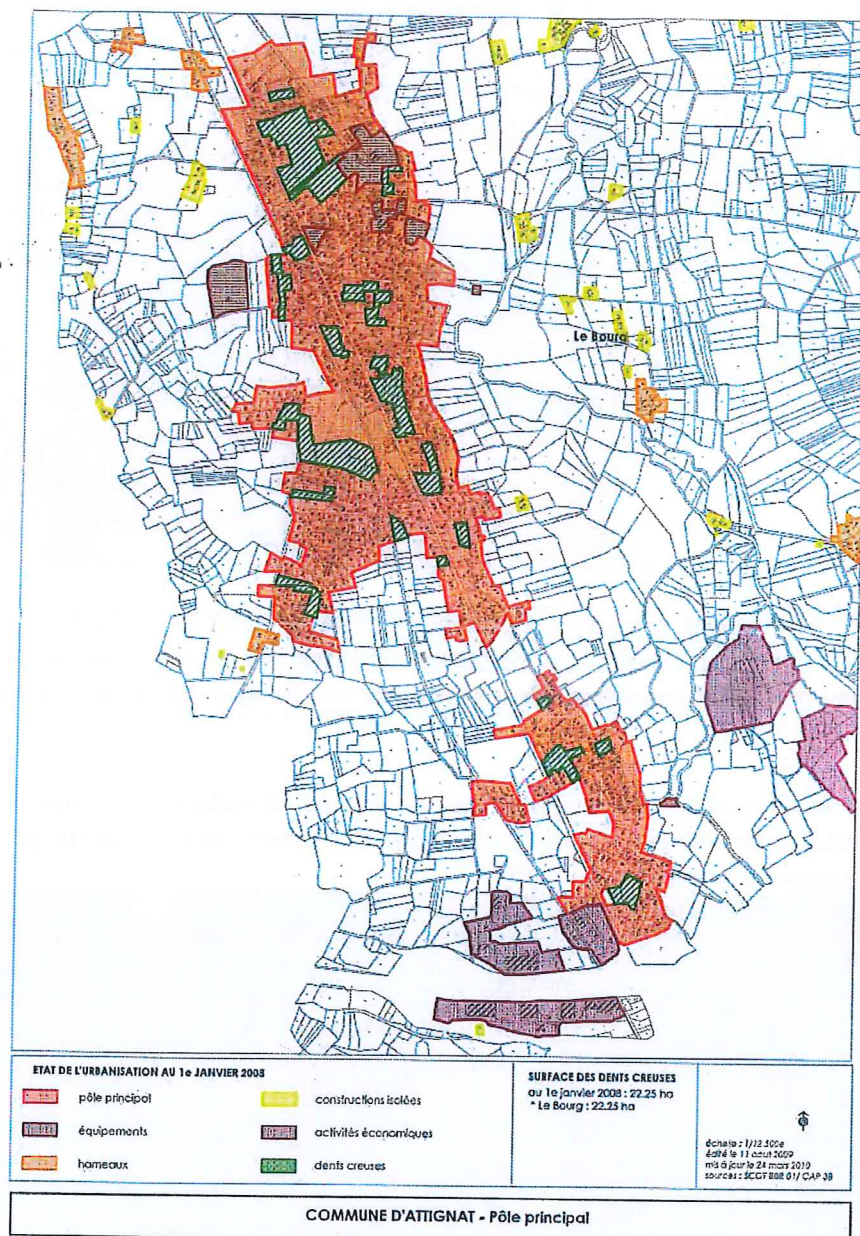
Cet article vise à s'assurer que la collectivité a évalué au préalable que le projet n'aurait pas pu être réalisé, dans des conditions de faisabilité proches, dans une zone urbaine ou dans une zone à urbaniser déjà ouverte à l'urbanisation. Il s'agit de contribuer ainsi, à limiter le poids de l'urbanisation périurbaine, au détriment de l'utilisation rationnelle des dents creuses et des secteurs inexploités des zones déjà urbanisées, en vérifiant que cette analyse a bien eu lieu. La délibération motivée doit constituer une justification de l'ouverture à l'urbanisation de la zone au regard des capacités d'urbanisation résiduelles.

La modification répond aux conditions définies à l'article L.153-36 du code de l'urbanisme, et est soumise à enquête publique, conformément à l'article L.153-41 du même code.

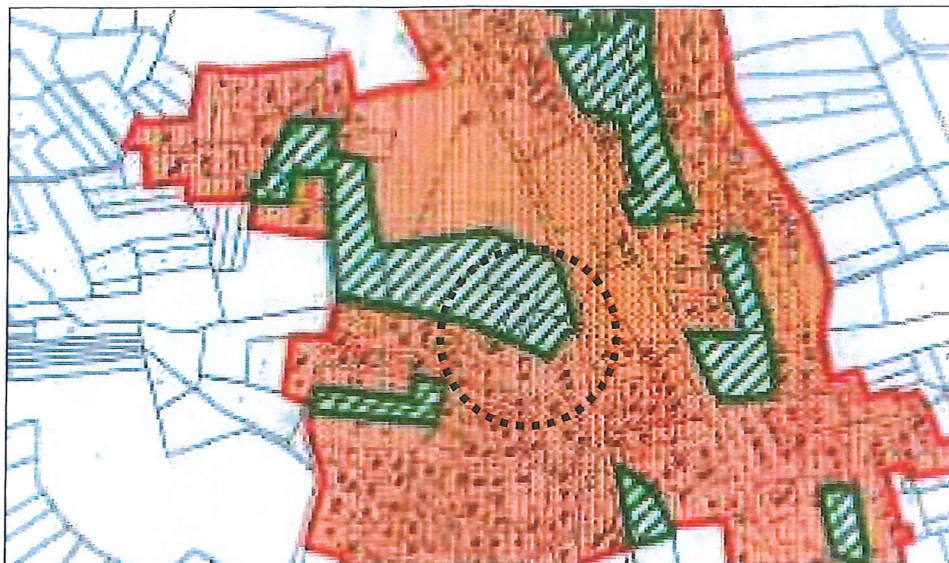
Présentement, l'objectif de l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AU « route de Charmeil » est de rétablir la constructibilité immédiate de ces emprises.

En effet, ces emprises étaient classées constructibles lors de l'élaboration du PLU en 2008, puis elles ont été malencontreusement déclassées lors de la modification D approuvée le 18 octobre 2011. Cette modification a, alors, fait évoluer le zonage des parcelles concernées de zone 1AU en zone 2AU, en contradiction avec le classement du SCOT et de la nature même des terrains.

C'est ainsi que l'état « zéro » du SCOT, transmis le 24/03/2010, classe les emprises de Charmeil en qualité de dent creuse. Or, ce document servait à indiquer les surfaces urbanisées sur le territoire communal au 1^{er} janvier 2008, tout en précisant les surfaces dites « en dents creuses » que le Scot identifiait comme des surfaces urbanisables à l'intérieur du tissu urbain, hors valeurs cibles (dites en extension), inscrites dans le Document d'Orientations Générales du SCOT. A ce titre, l'emprise des parcelles AD 51, 52 et 53 était donc classée « en dent creuse » par le SCOT Bourg Bresse Revermont à l'époque ; l'état du SCOT a été validé et délibéré par le conseil municipal d'Attignat, le 4 mai 2010.

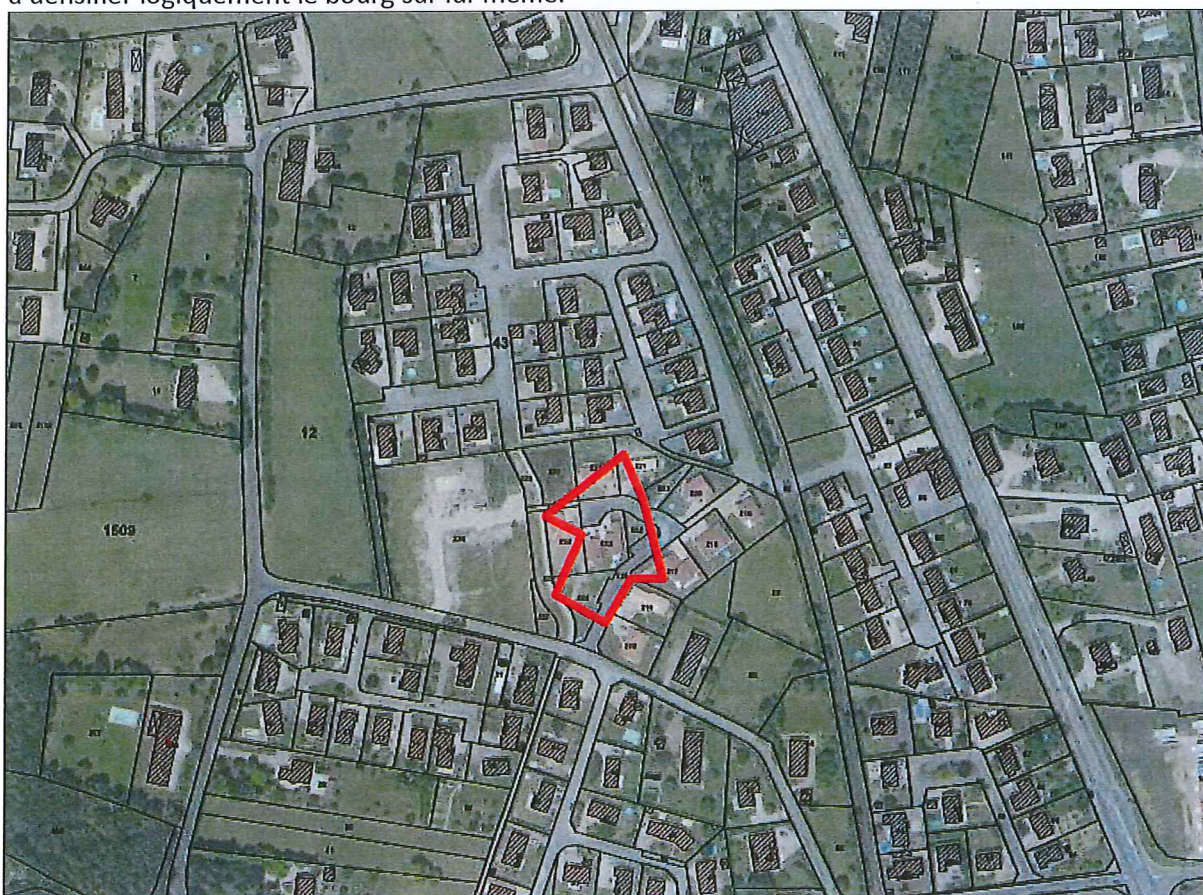


Carte ci-dessus et extrait ci-dessous de l'état zéro sur la commune d'Attignat –
source : SCOT Bourg-Bresse-Revermont



Par ailleurs, la vaste « dent creuse » originelle a été réduite via la réalisation du lotissement « Charmeil » qui a contribué à cerner complètement le tènement concerné par la modification. Des habitations et la voie verte encadrent, ainsi, sur toutes ces franges l'emprise objet de la présente procédure.

Le caractère de dent creuse est donc indéniable. Par ailleurs, la surface concernée occupe 5150 m² environ et constitue donc une dent creuse d'une emprise modeste, mais qui participerait néanmoins à densifier logiquement le bourg sur lui-même.



Superposition photoaérienne 2018 et cadastre, source : Géoportail

La faisabilité opérationnelle de ce secteur est aisée, puisqu'il est desservi par la route de Charmeil avec la présence des réseaux le long de cette voie. Le propriétaire actuel est prêt à aménager ce tènement, sous réserve de l'obtention d'une autorisation d'urbanisme.

Ainsi, les élus souhaitent actualiser le zonage du PLU dans lequel s'inscrit ce secteur, permettant ainsi de le rendre, de nouveau, constructible.

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-38 et suivants ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé par délibération en date du 5 mai 2006 ;

Le Conseil, après entendu l'exposé de Monsieur le Maire et délibéré,


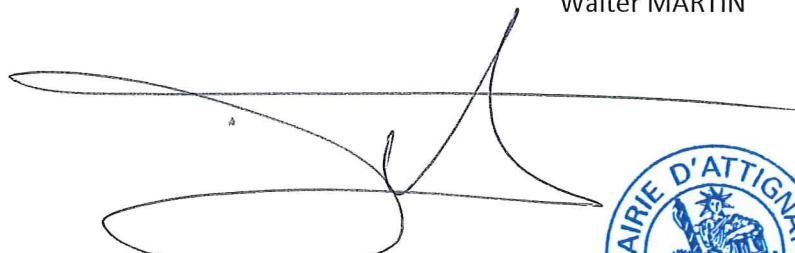
Approuve l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AU « route de Charmeil » et à définir un classement approprié en zone constructible.

Autorise Monsieur le Maire à prescrire la modification pour les objectifs définis ci-dessus, et à signer tout contrat, avenant, ou convention de prestations ou de services concernant la modification du PLU.

Indique que conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera, l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Ainsi fait et délibéré,
A Attignat, le 13 avril 2021

Le Maire,
Walter MARTIN



Affiché le 26 AVR. 2021

Insertion dans "l'Eco de l'Ain" du 6 mai 2021

Plan Local d'Urbanisme d'Attignat

Modification n°J

1. Notice de présentation : additif au rapport de présentation (pièce 1)

Dossier d'enquête publique et de notification aux Personnes Publiques Associées Mars 2022

Vu pour rester annexé à l'arrêté du 16/10/2020 et à la délibération du 13/04/2021 Le Maire	PLU approuvé le : 5 mai 2006 Modification (A) le : 1 ^{er} février 2008 Révision simplifiée (B) le : 3 juin 2008 Modification simplifiée (C) le : 2 février 2010 Modification (D) le : 18 octobre 2011 Révision avec examen conjoint (E/F) et modification (G) le : 4 mars 2014 Modification simplifiée (H) le : 29 septembre 2015 Modification (I) le : 20 octobre 2020 Modification (J) le :
Pour copie conforme	

OBJET DU PRESENT DOCUMENT

Le présent document a pour objet :

- de compléter le rapport de présentation du PLU de la commune d'Attignat,
- de présenter les justifications de la modification n°J du PLU,
- de présenter les modifications apportées au PLU à l'occasion de sa modification n°J, conformément aux dispositions des articles L.153-36 à L.153-40 du code de l'urbanisme.

SOMMAIRE

OBJET DU PRESENT DOCUMENT	2
SOMMAIRE	3
I. PREAMBULE.....	4
1. Historique de la prescription de la procédure	4
2. Les objectifs de la modification	4
3. Le cadre de la procédure.....	4
4. L'évaluation environnementale	7
5. Dispositions modificatives retenues	8
II. ARTICULATION DU PLU AVEC LES DOCUMENTS DE RANG SUPERIEUR	9
1. Le SCoT Bourg-Bresse-Revermont	9
2. Le PLH de la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse	12
3. Le PCAET de la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse	13
4. Le Schéma Régional d'aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)	14
III. PRESENTATION DE LA MODIFICATION	19
1. PRESENTATION DU SECTEUR CONCERNE : CARACTERISTIQUES ET REGLES EN VIGUEUR	19
2. JUSTIFICATIONS DES MODIFICATIONS ENVISAGEES	24
1. Une contradiction entre le zonage et la nature des terrains	24
2. Une faisabilité opérationnelle assurée.....	28
3. Un projet de modification compatible avec le PADD du PLU	30
4. Un projet de modification compatible avec le SCoT et le PLH	31
3. PRESENTATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AU PLU.....	35
1. Modification du plan de zonage et du tableau des surfaces du PLU	35
2. Modification du règlement du PLU	39
3. Modification de la liste des emplacements réservés du PLU.....	43
III. INCIDENCES DU PROJET DE MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT	47
IV. COMPATIBILITE DU PROJET DE MODIFICATION AVEC LES DOCUMENTS DE RANG SUPERIEUR	51
1. Compatibilité avec le SCoT Bourg-Bresse-Revermont	51
2. Compatibilité avec le PLH de la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse	51
3. Le PCAET de la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse	51
4. Compatibilité avec le fascicule des règles du SRADDET	52
III. CONCLUSION.....	57

I. PREAMBULE

1. Historique de la prescription de la procédure

La modification n°J du PLU d'Attignat a été prescrite par arrêté du Maire, en date du 16 octobre 2020.

2. Les objectifs de la modification

Le PLU de la commune d'Attignat approuvé le 5 mai 2006, est appelé à être soumis à une procédure de modification (modification n°J), conformément aux articles L.153-36 à L.153-40 du code de l'urbanisme. Le PLU, depuis son approbation en 2006, a été amené à évoluer 9 fois :

- modification (A) du 1^{er} février 2008 ;
- révision simplifiée (B) du 3 juin 2008 ;
- modification simplifiée (C) du 2 février 2010 ;
- modification (D) du 18 octobre 2011 ;
- deux révisions avec examen conjoint (E/F) et une modification (G) du 4 mars 2014 ;
- modification simplifiée (H) du 29 septembre 2015
- modification (I) du 20 octobre 2020.

La commune a, en effet, décidé de modifier une nouvelle fois son document d'urbanisme, afin d'ouvrir à l'urbanisation la zone 2AU située sur les parcelles AD51p-52-53, destinée à accueillir principalement des constructions à usage d'habitation.

3. Le cadre de la procédure

L'article L.153-31 du code de l'urbanisme stipule que :

« Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la

commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Conformément au II de l'article 199 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021, le 4° du présent article n'est pas applicable aux zones à urbaniser délimitées par le règlement d'un plan local d'urbanisme adopté avant le 1er janvier 2018. Pour ces zones, le 4° du présent article continue à s'appliquer dans sa rédaction antérieure à la promulgation de ladite loi.»

A première vue, le projet de modification pourrait relever du 4° de cet article, dans son ancienne rédaction (délai de 9 ans et non 6 ans). Toutefois, il consiste à **rectifier une erreur faite dans le cadre de la modification du PLU en 2011** (voir justifications dans la suite du rapport) ; **le projet ne relève donc pas du champ de la révision du PLU.**

La procédure de modification est définie par l'article L. 153-36 du code de l'urbanisme :

« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »

La présente modification conduira notamment à une modification du règlement graphique (plan de zonage).

Les articles L. 153-37 à L. 153-40 donnent les modalités de la procédure :

« La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification. »

L'arrêté engageant la modification du PLU, pris par le Maire le 16 octobre 2020, est donc conforme au code de l'urbanisme.

« Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones. »

La présente procédure visant l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée a été prise par le Conseil municipal le 13 avril 2021.

« Lorsque le projet de modification a pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de zone d'aménagement concerté créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune, l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme modifié. Lorsque la zone d'aménagement concerté a été créée à l'initiative d'un établissement public de coopération intercommunale, cette approbation ne peut intervenir qu'après avis favorable de cet établissement public. »

« Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification. »

La modification envisagée par la commune est une modification de droit commun, soumise à enquête publique, dont les modalités sont précisées dans les articles L. 153-41 à L. 153-44. En particulier, l'article L. 153-41 précise que :

*« **Le projet de modification est soumis à enquête publique** réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire **lorsqu'il a pour effet** :*

- 1° **Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction** résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;*
- 2° **Soit de diminuer ces possibilités de construire** ;*
- 3° **Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser** ;*
- 4° **Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.** »*

L'article L.131-9 concerne les PLU tenant lieu de PLH, ce qui n'est pas le cas du PLU d'Attignat.

La présente modification conduit à augmenter les possibilités de construire de plus de 20% par rapport à l'application du règlement actuel, puisqu'elle vise à ouvrir une zone à l'urbanisation.

La présente procédure de modification se justifie donc pleinement, et est conforme aux dispositions du Code de l'urbanisme.

4. L'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme résulte de la transposition française de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Cette directive a été transposée en droit français par les articles L.104-1 à 104-8 et R.104-1 à R. 104-39 du code de l'urbanisme.

L'article R.104-12 du Code de l'urbanisme dispose notamment que :

« Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

1° De leur modification prévue à l'article L. 153-36, lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;

2° De leur modification simplifiée prévue aux articles L. 131-7 et L. 131-8, lorsque celle-ci emporte les mêmes effets qu'une révision ;

3° De leur modification prévue à l'article L. 153-36, autre que celle mentionnée aux 1° et 2°, s'il est établi, après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R. 104-33 à R. 104-37, qu'elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux procédures de modification ayant pour seul objet de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser en application du 3° de l'article L. 153-41 ou la rectification d'une erreur matérielle.

NOTA :

Conformément à l'article 26 du décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021, ces dispositions s'appliquent aux procédures d'élaboration et de révision des plans locaux d'urbanisme pour lesquelles une décision de dispense d'évaluation environnementale, prise par l'autorité environnementale en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, est intervenue avant son entrée en vigueur. Les autres procédures pour lesquelles une décision de l'autorité environnementale est intervenue en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme avant la date d'entrée en vigueur dudit décret restent régies par les dispositions antérieurement applicables. »

Le territoire communal d'Attignat ne compte aucun site Natura 2000 et n'a aucun lien avec un tel site, le plus proche se trouvant à 10 km (La Dombes).

Au titre du 3° de l'article R.104-12 susmentionné, le projet de modification du PLU d'Attignat est soumis par la commune, à l'examen au cas par cas de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale*.

**Les évolutions de l'article R.104-12 susmentionné, ont été introduites par le décret du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme.*

Ce décret a aussi créé un second dispositif d'examen au cas par cas, dit « cas par cas ad hoc » (défini aux articles R.104-33 à 37 du code de l'urbanisme), qui doit être réalisé par la personne publique responsable ayant initié l'évolution du PLU, à côté de l'examen au cas par cas réalisé par l'autorité environnementale, dit « cas par cas de droit commun » (R.104-28 à 32 du même code).

Dans ce nouveau dispositif, la personne publique responsable doit elle-même déterminer si une évaluation environnementale est nécessaire :

- le cas échéant, elle peut procéder directement à cette évaluation, sans saisir préalablement l'autorité environnementale, comme c'est le cas dans la procédure de droit commun ;

- le cas contraire, elle saisit l'autorité environnementale, qui rendra un avis confirmant ou infirmant sa décision de ne pas réaliser cette évaluation.

Le contenu de la demande à transmettre à l'autorité environnementale dans ce dernier cas, est donné par l'article R.104-34 du code de l'urbanisme, dont le dernier alinéa indique : « La liste détaillée des informations devant figurer dans l'exposé est définie dans un formulaire dont le contenu est précisé par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme. ».

*Au titre du 3° de l'article R.104-12 susmentionné, le projet de modification du PLU doit faire l'objet d'une demande d'examen au cas par cas « ad hoc », mais, dans l'attente de la parution de l'arrêté mentionné à l'article R.104-34 du code de l'urbanisme**, la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages, recommande de saisir l'autorité environnementale dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas de droit commun.*

***Un projet d'arrêté, de formulaire et de notice ont été soumis à consultation : http://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=article&id_article=2587*

5. Dispositions modificatives retenues

Les modifications envisagées concernent les pièces du PLU suivantes :

- le zonage (pièce 4 du PLU) ;
- le règlement (pièce 5 du PLU) ;
- la liste des emplacements réservés (pièce 6 du PLU).

II. ARTICULATION DU PLU AVEC LES DOCUMENTS DE RANG SUPERIEUR

En application de l'article L.131-4 du code de l'urbanisme, le PLU d'Attignat se doit d'être compatible avec les dispositions du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), du Plan de Déplacements Urbains (PDU) et du Programme Local de l'Habitat (PLH).

En application de l'article L.131-5 du même code, le PLU doit être compatible avec le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET).

La commune d'Attignat n'est toutefois pas concernée par un PDU.

Nous rapportons donc ci-dessous les dispositions du SCoT, du PLH et du PCAET, mais aussi d'autres dispositions applicables à la commune (SRADDET) qui sont en lien avec le projet de modification et les enjeux du territoire.

1. Le SCoT Bourg-Bresse-Revermont

Le SCoT Bourg-Bresse-Revermont (BBR) a été approuvé en 2007, puis sa révision a été adoptée le 14/12/2016 et est devenue exécutoire le 07/03/2017.

C'est désormais la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse (Grand Bourg Agglomération) qui gère ce document.

Au sein de son Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO), le SCoT définit des orientations pour un aménagement et un développement durables du territoire pour la période 2016-2035. Ces orientations concernent les déplacements, l'économie, le paysage, l'environnement, l'habitat, etc ; elles sont adaptées à chaque échelon de l'armature territoriale.

Nous synthétisons uniquement ici, les principales dispositions du SCoT en vigueur qui concernent Attignat, et plus spécifiquement celles portant sur l'habitat (en lien avec la démographie), en lien avec l'objet de la présente modification.

Armature territoriale

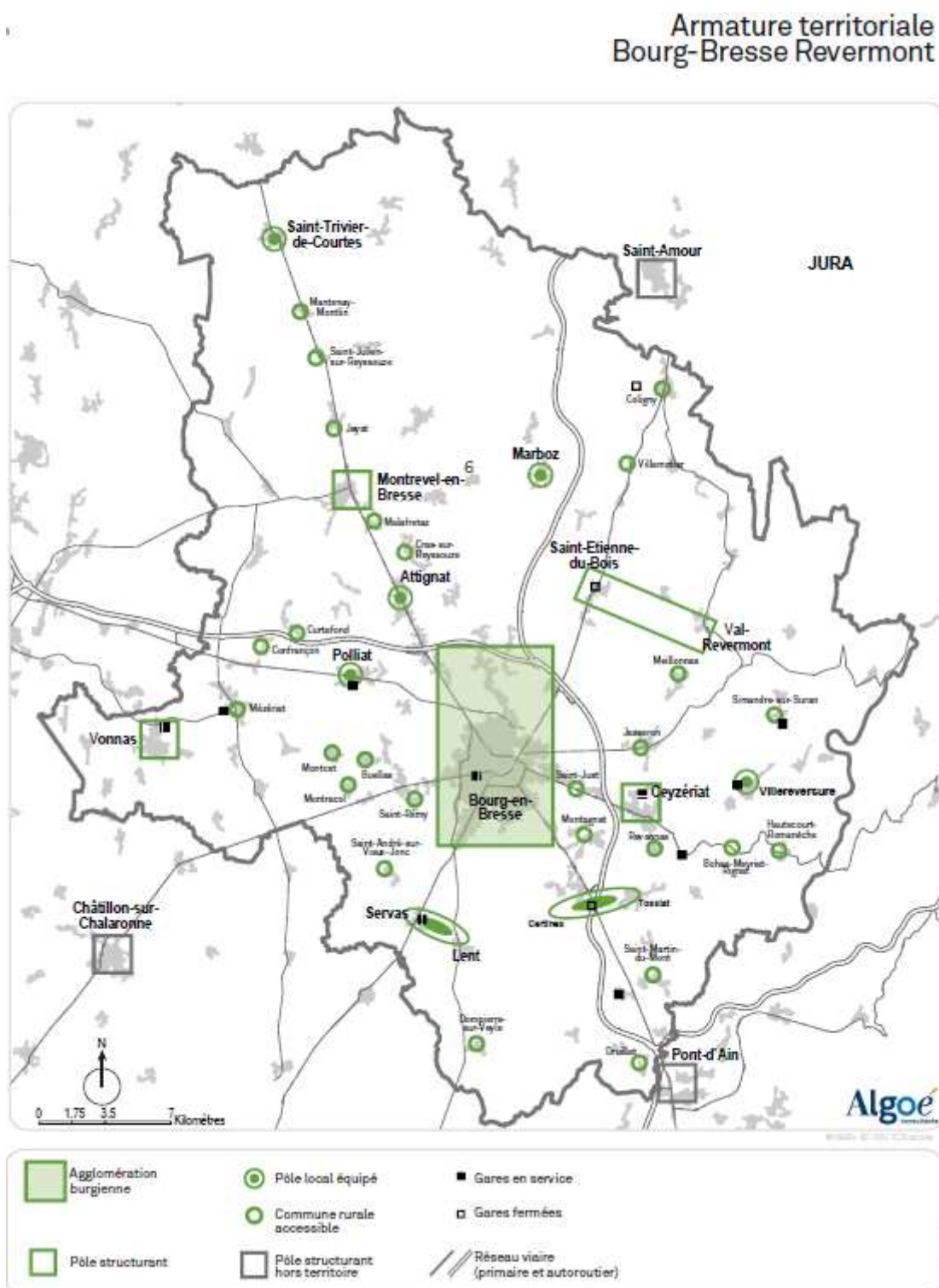
Le SCoT BBR définit une structuration du territoire autour d'une armature territoriale.

Dans ce cadre, **la commune d'Attignat est considérée comme un pôle local équipé.**

Il s'agit de communes qui disposent de commerces et de services de grande proximité, en petit nombre, desservant principalement la commune elle-même, mais contribuant également à leur rayonnement auprès des communes rurales et pôles locaux en proximité. Ces pôles bénéficient d'une desserte en transports en commun de qualité : présence d'une gare ferroviaire, ou desserte de bus du réseau départemental. Ils constituent également des pôles locaux d'emplois, avec la présence d'entreprises, notamment industrielles.

Leur population est de l'ordre de 2 000 habitants.

L'objectif général est de conforter le rôle de ces communes et leurs services par une croissance démographique significative.



Démographie et habitat :

Le SCoT vise le maintien du rythme de croissance démographique de son territoire de 1,1% par an.

Le SCoT prescrit notamment :

- de **prioriser l'urbanisation des dents creuses et le renouvellement urbain** (qui doit représenter 25% des logements à produire sur les pôles locaux occupés) ;
- de favoriser la densification du tissu urbain en respectant une **densité moyenne minimale de 20 logements/ha** sur les pôles locaux équipés (moyenne calculée à l'échelle de la commune), avec une densité supérieure sur les secteurs les mieux desservis en transports en commun ;
- de prévoir le **développement urbain en épaisseur** et non en extension le long des grands axes ;
- une allocation en extension de 19,3 ha à Attignat pour la période 2015-2035, débloable en 4 tranches d'urbanisation ;
- de favoriser les formes urbaines économes d'espace en créant des OAP sur toutes les futures zones AU et sur les dents creuses considérés comme stratégiques (situation, taille, nombre de logements prévus), notamment pour s'assurer du respect des densités ;
- de créer une diversité de formes urbaines, de modes d'habitat et de financement en développant une offre de logements à prix abordables ;
- de prévoir un lancement progressif des opérations dans le temps.

Concernant plus spécifiquement les logements sociaux :

- le SCoT rappelle la nécessité de respecter la **loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU)**, qui impose production de logements locatifs sociaux et vise à minima, à l'horizon 2025, 20% de logements locatifs sociaux pour les communes d'au moins 3500 habitants en 2025 ;
- **à l'horizon 2035, le SCoT donne un objectif de 15% de logements locatifs sociaux** pour les pôles locaux équipés et communes rurales de plus de 1000 habitants.

Enfin, le SCoT demande d'**améliorer la qualité urbaine**, notamment celle des nouvelles opérations d'habitat (densification qualitative, traitement des interfaces avec les espaces agricoles et naturels...).

Le SCoT intègre de nombreuses dispositions en faveur du maintien de l'agriculture et des espaces agricoles, dont la protection des surfaces en herbe et prairies dédiées à l'alimentation des animaux.

2. Le PLH de la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) est le document réglementaire qui définit, pour une durée de six ans, la politique de l'habitat de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse. Il vise à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées, en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Le PLH de Grand Bourg Agglomération a été approuvé en 2020 ; il porte sur la période 2020-2025.

Il définit des objectifs sur la base de l'armature territoriale du SCoT.

Le diagnostic du PLH fait état, à Attignat, d'une croissance démographique sur la dernière période d'observation (2009-2014), de 3,5%.

Le PLU retient 6 orientations, déclinées en objectifs et actions ; celles qui concernent Attignat et qui sont liées au projet de modification sont reportées ci-dessous :

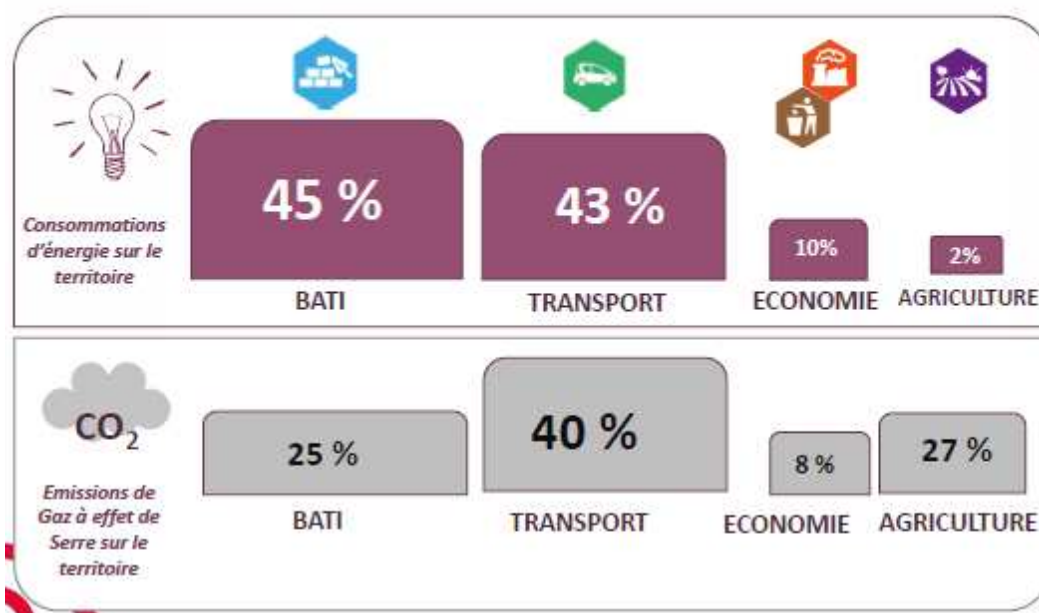
1. Améliorer et agir sur le parc privé et public existant
→ Cette orientation a peu de lien avec la modification (voir orientation suivante sur la vacance).
2. Répartir la production de logements en cohérence avec l'armature territoriale
→ Attignat est concernée par un **objectif de production de 178 logements de 2020 à 2025, en déclinaison du SCoT, dont 44 (25%) en dents creuses, mais aucun objectif de sortie de vacance.**
3. Déployer une stratégie foncière
→ Cette orientation concerne surtout les grands tenements fonciers/tenements stratégiques, et a donc peu de lien avec la modification (voir suite du rapport).
4. Produire des logements sociaux répondant aux besoins
→ Le PLH reprend les objectifs du SCoT ; **Attignat faire partie des priorités de programmation du fait de sa démographie proche de 3500 habitants, qui la soumettra au respect de la loi SRU.**
→ Le PLH met en place des mesures d'appui pour faciliter la production de logements sociaux.
5. Répondre aux besoins en logements spécifiques
→ Cette orientation, portant sur les hébergements dédiés aux personnes en perte d'autonomie, en situation de handicap, aux hébergements d'urgence, d'insertions, et aux gens du voyage, n'a pas de lien avec la modification, qui porte sur le projet d'habitat « classique ».
6. Animer et suivre la mise en œuvre du PLH

3. Le PCAET de la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse

Le PCAET de Grand Bourg Agglomération est en cours d'élaboration.

Le diagnostic territorial a été présenté en 2018 ; parmi ses constats :

Quels sont les parallèles entre les consommations d'énergie et les émissions de Gaz à Effet de Serre



LA CAPACITÉ DU TERRITOIRE À COMPENSER ou la séquestration carbone ou le stockage CO2



Ce qui permet de stocker :

- La forêt
- Les prairies
- La construction bois
- Les terres cultivées

Ce qui ne contribue pas à stocker :

- Artificialisation des sols
- La déforestation

Les petites actions qui limitent les impacts

- Les espaces verts

4. Le Schéma Régional d'aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)

Le Schéma Régional d'aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) d'Auvergne Rhône-Alpes, approuvé le 10 avril 2020, a pour ambition de définir une vision stratégique et unifiée du territoire à l'horizon 2030, en matière d'aménagement du territoire et d'environnement, sur 11 thématiques, le principal enjeu étant l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

Ainsi, le SRADDET doit être l'outil permettant à la Région, à l'horizon 2030, de créer une région réellement unifiée, confirmant sa place de leader français et européen dans la plupart des domaines (économique, universitaire, touristique, patrimonial, agricole, environnemental, cadre de vie, moyens de transport, etc.).

Le document se compose notamment :

- d'un « rapport d'objectifs » divisé en 4 objectifs généraux, déclinés en 10 objectifs stratégiques et sous-objectifs ;
- d'un « fascicule des règles » comprenant 43 règles divisées en 6 thématiques, pour l'atteinte de ces objectifs (certaines règles se rapportent à plusieurs objectifs, certains objectifs ne sont pas associés à des règles).

Le SRADDET s'impose notamment aux SCoT et en l'absence de SCoT, aux documents d'urbanisme, dans un rapport de prise en compte des objectifs et de compatibilité avec les règles. Il s'impose aussi aux PCAET.

Le SCoT Bourg-Bresse-Revermont devra donc être mis en compatibilité avec le SRADDET ; en attendant son approbation, l'articulation de la modification du PLU d'Attignat avec le schéma régional, est exposée en infra.

Sont synthétisées ci-dessous, les règles qui sont uniquement en rapport avec les SCoT/PLU uniquement, les objectifs auxquels elles se rapportent. L'articulation de la modification avec ceux-ci est présentée en partie IV.

La **règle n°1** est une règle générale portant sur la subsidiarité SRADDET/SCoT : les documents de planification et d'urbanisme doivent décliner quantitativement les objectifs du SRADDET.

Aménagement du territoire

REGLES DU SRADDET	OBJECTIFS DU SRADDET AUXQUELS LA REGLE SE RAPPORTE
Règle n°2 : Renforcement de l'armature territoriale	5.1. Promouvoir une organisation multipolaire qui renforce les complémentarités des territoires et favorise les fonctionnements de proximité à l'échelle locale. 1.1. Redynamiser les centres bourgs et les centres des villes moyennes et les quartiers en difficulté. 1.3. Garantir la cohérence entre urbanisme et déplacements.
Règle n°3 : Objectif de production de logements et cohérence avec l'armature définie dans les SCoT	1.2. Répondre à la diversité et à l'évolution des besoins des habitants en matière d'habitat. 1.3. Garantir la cohérence entre urbanisme et déplacements. 5.1. Promouvoir une organisation multipolaire qui renforce les complémentarités des territoires et favorise les fonctionnements de proximité à l'échelle locale. 1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels et agricoles dans et autour des espaces urbanisés.

	1.1. Redynamiser les centres bourgs et les centres des villes moyennes et les quartiers en difficulté.
Règle n°4 : Gestion économe et approche intégrée de la ressource foncière	3.1. Privilégier le recyclage du foncier à la consommation de nouveaux espaces. 3.3. Préserver et valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole viable, soucieuse de la qualité des sols, de la biodiversité et résiliente face au changement climatique. 3.6 Limiter le développement de surfaces commerciales en périphérie des villes en priorisant leurs implantations en centre-ville et en favorisant la densification des surfaces commerciales existantes. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique. 1.1. Redynamiser les centres bourgs et les centres des villes moyennes et les quartiers en difficulté. 1.3. Garantir la cohérence entre urbanisme et déplacements. 1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels et agricoles dans et autour des espaces urbanisés. 1.6. Préserver la trame verte et bleue. 3.2. Anticiper à l'échelle des SCoT la mobilisation de fonciers de compensation à fort potentiel environnemental.
Règle n°5 : Densification et optimisation du foncier économique existant	<i>Sans objet – la modification du PLU d'Attignat ne porte pas sur des espaces à vocation économique, ni sur un projet d'activité.</i>
Règle n°6 : Encadrement de l'urbanisme commercial	<i>Sans objet – la modification du PLU d'Attignat ne porte pas sur des secteurs à vocation commerciale, ni sur le centre-bourg, ni sur un projet d'activité commerciale.</i>
Règle n°7 : Préservation du foncier agricole et forestier	3.3. Préserver et valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole viable, soucieuse de la qualité des sols, de la biodiversité et résiliente face au changement climatique. 3.1. Privilégier le recyclage du foncier à la consommation de nouveaux espaces. 1.6. Préserver la trame verte et bleue. 3.2. Anticiper à l'échelle des SCoT la mobilisation de fonciers de compensation à fort potentiel environnemental. 1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels et agricoles dans et autour des espaces urbanisés.
Règle n°8 : Préservation de la ressource en eau	4.5. Préserver la ressource en eau pour limiter les conflits d'usage et garantir le bon fonctionnement des écosystèmes notamment en montagne et dans le sud de la région. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.
Règle n°9 : Développement des projets à enjeux structurants pour le développement régional	<i>Attignat et son territoire élargi n'est pas concerné par ces projets à enjeux structurants.</i>

Infrastructures de transport, d'intermodalité et de développement des transports

REGLES DU SRADDET	OBJECTIFS DU SRADDET AUXQUELS LA REGLE SE RAPPORTE
Règle n°14 : Identification du Réseau Routier d'Intérêt Régional	<i>Les axes traversant Attignat de font pas partie du RRIR.</i>
Règle n°16 : Préservation du foncier des pôles d'échanges d'intérêt régional	<i>Attignat n'est pas concernée par un pôle d'échanges.</i>

Règle n°17 : Cohérence des équipements des Pôles d'échanges d'intérêt Régional	<i>Attignat n'est pas concernée par un pôle d'échanges.</i>
Règle n°18 : Préservation du foncier embranché fer et/ou bord à voie d'eau pour la logistique et le transport de marchandises	<i>Attignat n'est pas concernée par des infrastructures ferroviaires et/ou fluviales.</i>
Règle n°20 : Cohérence des politiques de stationnement et d'équipements des abords des pôles d'échanges	<i>Attignat n'est pas concernée par un pôle d'échanges.</i>
Règle n°22 : Préservation des emprises des voies ferrées désaffectées et priorité de réemploi à des fins de transports collectifs	2.3. Répondre aux besoins de mobilité en diversifiant les offres et services en fonction des spécificités des personnes et des territoires. 4.1 Désenclaver les territoires ruraux et de montagne par des infrastructures de transport et des services de mobilité adaptés.

Climat, air, énergie

REGLES DU SRADDET	OBJECTIFS DU SRADDET AUXQUELS LA REGLE SE RAPPORTE
Règle n°23 : Performance énergétique des projets d'aménagements	3.8. Réduire de 23 % la consommation d'énergie de la région à l'horizon 2030.
Règle n°24 : Trajectoire neutralité carbone horizon 2050	3.7. Augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergies renouvelables (électriques et thermiques) en accompagnant les projets de production d'énergies renouvelables et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à +100 % à l'horizon 2050 1.5.2 Réduire les émissions de GES pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. 1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.
Règle n°25 : Performance énergétique des bâtiments neufs	3.8. Réduire de 23 % la consommation d'énergie de la région à l'horizon 2030. 1.5.2 Réduire les émissions de GES pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050
Règle n°26 : Rénovation énergétique des bâtiments	<i>Le projet de modification ne porte pas sur du bâti existant.</i>
Règle n°27 : Développement des réseaux énergétiques	3.7. Augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergies renouvelables (électriques et thermiques) en accompagnant les projets de production d'énergies renouvelables et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à +100 % à l'horizon 2050
Règle n°28 : Production d'énergie renouvelable dans les zones d'activités économiques et commerciales	<i>Sans objet – la modification du PLU d'Attignat ne porte pas sur des espaces à vocation économique ou commerciale.</i>

Règle n°29 : Développement des énergies renouvelables	1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières. 3.7. Augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergies renouvelables (électriques et thermiques) en accompagnant les projets de production d'énergies renouvelables et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à +100 % à l'horizon 2050 9.1. Accompagner l'autoconsommation d'énergie renouvelable et les solutions de stockage d'énergie. 9.3. Développer le vecteur énergétique et la filière hydrogène tant en termes de stockage d'énergie que de mobilité. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.
Règle n°30 : Développement maîtrisé de l'énergie éolienne	<i>Sans objet – la modification du PLU d'Attignat ne porte pas sur un projet éolien, ni sur l'implantation d'éoliennes domestiques.</i>
Règle n°31 : Diminution des GES	1.5. Réduire les émissions de polluants et les émissions de GES. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique. 2.9. Accompagner la réhabilitation énergétique des logements privés et publics et améliorer leur qualité environnementale.
Règle n°32 : Diminution des émissions de polluants dans l'atmosphère	1.5. Réduire les émissions de polluants et les émissions de GES. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique
Règle n°33 : Réduction de l'exposition de la population aux polluants atmosphériques	1.5. Réduire les émissions de polluants et les émissions de GES. 1.3. Consolider la cohérence entre urbanisme et déplacements. 2.9. Accompagner la réhabilitation énergétique des logements privés et publics et améliorer leur qualité environnementale.
Règle n°34 : Développement de la mobilité décarbonée	<i>Sans objet – la modification du PLU d'Attignat ne porte pas sur ce thème.</i>

Protection et restauration de la biodiversité

REGLES DU SRADDET	OBJECTIFS DU SRADDET AUXQUELS LA REGLE SE RAPPORTE
Règle n°35 : Préservation des continuités écologiques	1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.
Règle n°36 : Préservation des réservoirs de biodiversité	1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.
Règle n°37 : Préservation des corridors écologiques	1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.
Règle n°38 : Préservation de la trame verte et bleue	1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières. 1.6.4. Contribuer à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau et des lacs. 3.9. Préserver les espaces et le bon fonctionnement des grands cours d'eau.
Règle n°39 : Préservation des milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité	1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières. 3.3. Préserver et valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole et sylvicole viable, soucieuse de la qualité des sols, de la biodiversité et résiliente face aux impacts du changement climatique. 1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés. 1.6.2. Réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Règle n°40 : Préservation de la biodiversité ordinaire	<p>1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.</p> <p>1.7. Valoriser la richesse et la diversité des paysages, patrimoines et espaces naturels remarquables et ordinaires de la région.</p> <p>1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés.</p> <p>1.6.2. Réduire les émissions de gaz à effet de serre.</p>
Règle n°41 : Amélioration de la perméabilité écologique des réseaux de Transport	<i>Sans objet – la modification du PLU d'Attignat ne porte pas sur ce thème.</i>

Prévention et gestion des déchets

REGLES DU SRADDET	OBJECTIFS DU SRADDET AUXQUELS LA REGLE SE RAPPORTE
Règle n°42 : Respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets	<i>Sans objet – la modification du PLU d'Attignat ne porte pas sur un projet d'implantation d'installation de prévention, de valorisation et de traitement des déchets.</i>

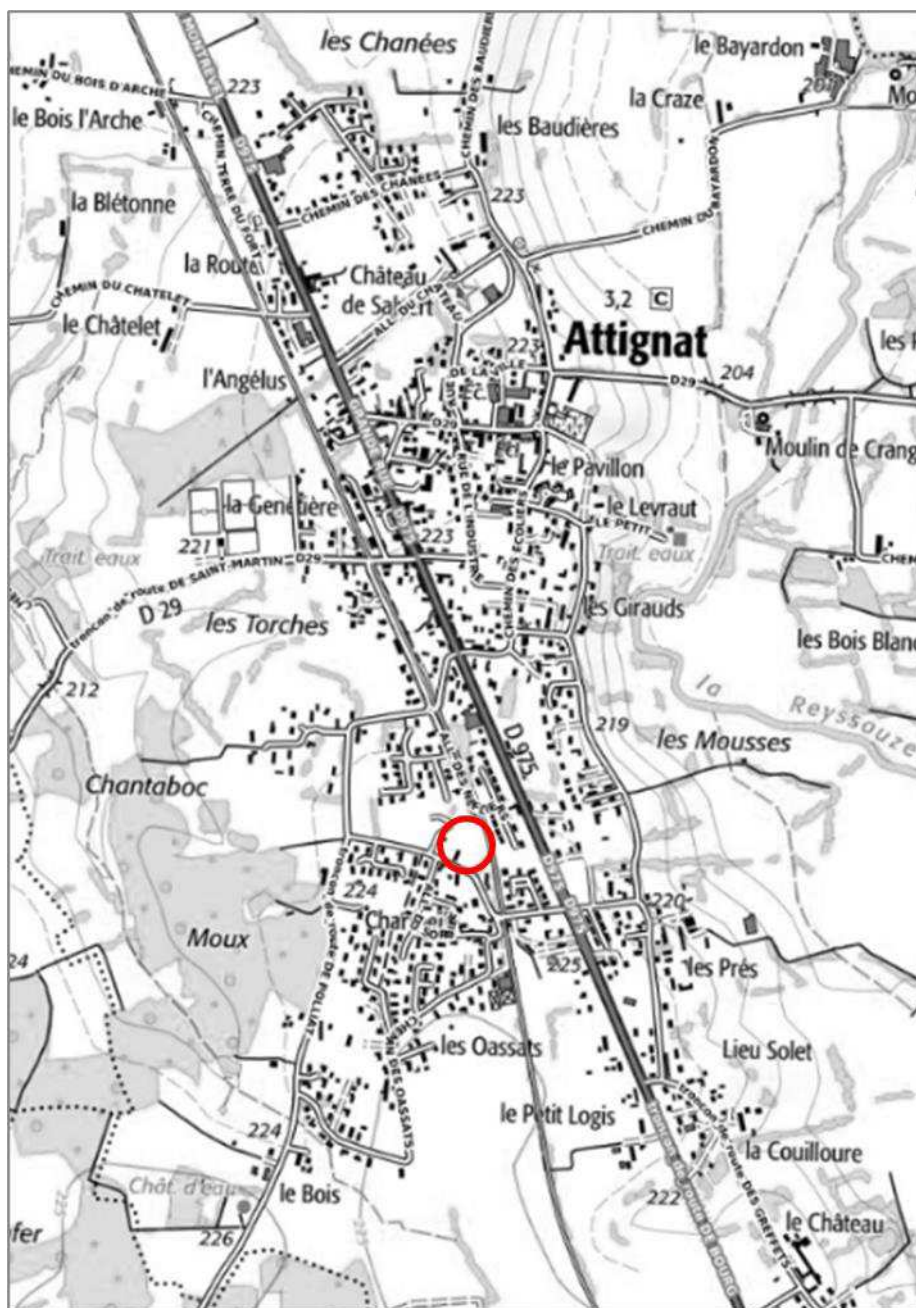
Prévention et gestion des déchets

REGLES DU SRADDET	OBJECTIFS DU SRADDET AUXQUELS LA REGLE SE RAPPORTE
Règle n°43 : Réduction de la vulnérabilité des territoires vis-à-vis des risques naturels	<p>4.3. Accompagner les collectivités à mieux prévenir et à s'adapter aux risques naturels très présents dans notre région.</p> <p>1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.</p> <p>1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.</p> <p>1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés.</p>

III. PRESENTATION DE LA MODIFICATION

1. PRESENTATION DU SECTEUR CONCERNE : CARACTERISTIQUES ET REGLES EN VIGUEUR

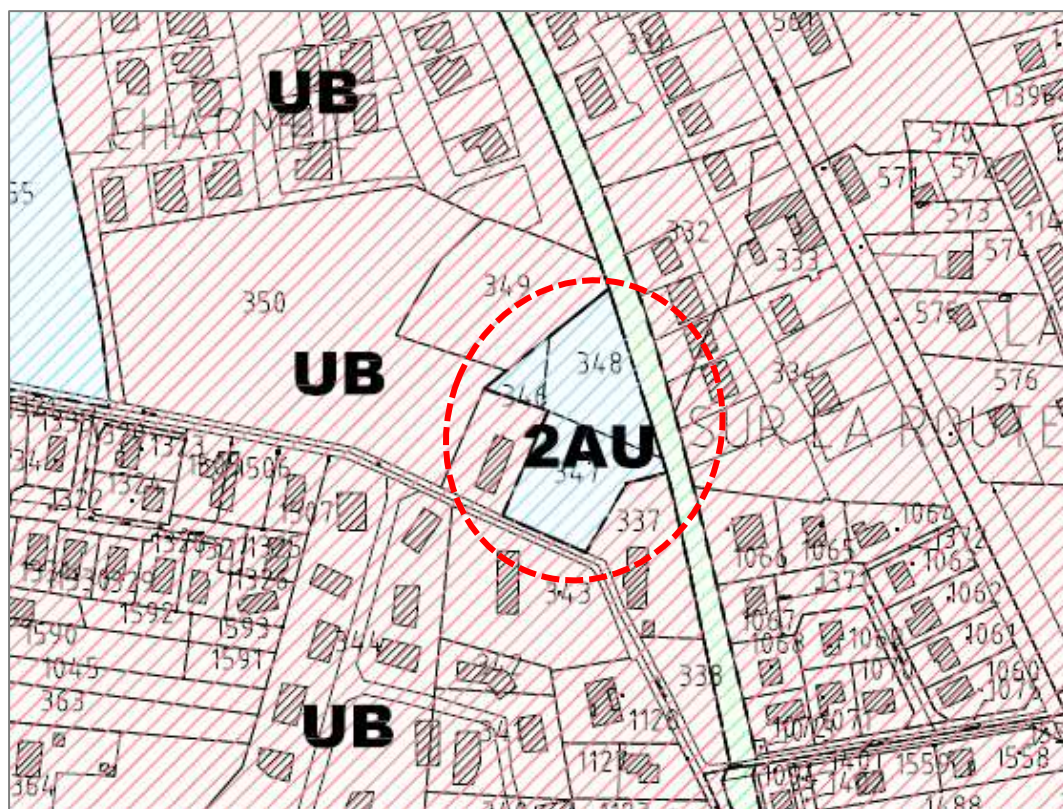
La modification a pour l'objectif l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU délimitée au Sud du centre-bourg, sur les **parcelles AD51p, AD52 et AD53** (anciennes parcelles 346-347-348) au lieu-dit Charmeil, appartenant à un unique propriétaire privé.






Situation du secteur visé par la modification

La zone totalise une surface de 5 150 m² environ.

D'après le règlement du PLU, la zone 2AU est strictement réservée à l'urbanisation future à moyen et long terme. Elle est destinée à accueillir principalement des constructions à usage d'habitation.



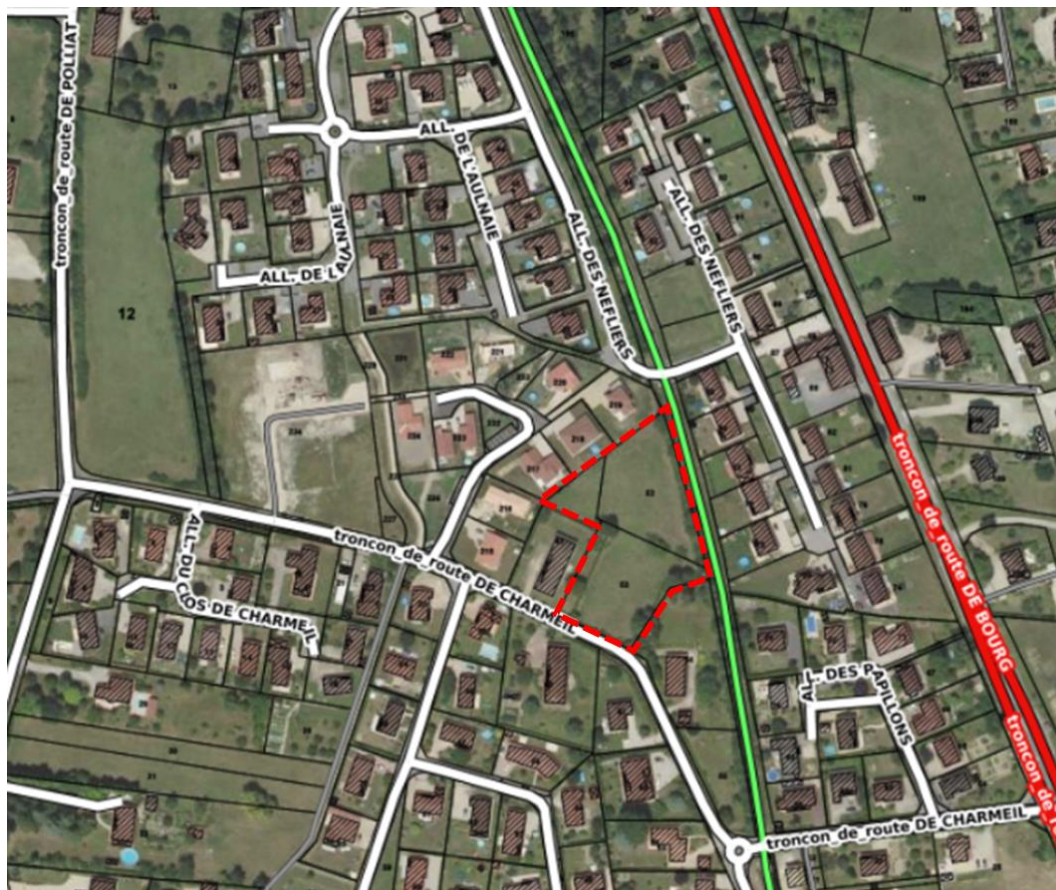
	UB	secteur périphérique pavillonnaire à forte densité
	UBa	secteur périphérique pavillonnaire à densité moyenne
	2AU	secteur d'urbanisation à long terme
	N	secteur protégé : sauvegarde de la qualité des sites, des paysages et des milieux

Extrait du plan de zonage du PLU en vigueur localisant la zone 2AU visée par la modification

La zone est notamment accessible depuis la RD975 (route de Bourg), puis par la route de Charmeil.

Composée de prairies, elle est complètement insérée au sein du tissu urbain de la commune :

- à l'Ouest, elle est limitrophe du récent lotissement Charmeil et de l'habitation existante sur la partie de la parcelle AD51 classée en zone UB ;
- au Sud, elle est bordée par la route de Charmeil puis par d'autres lotissements ;
- à l'Est , elle jouxte la voie verte « La Traverse », qui la sépare d'autres opérations d'ensemble ; une haie arborée borde toute la limite Est des parcelles.

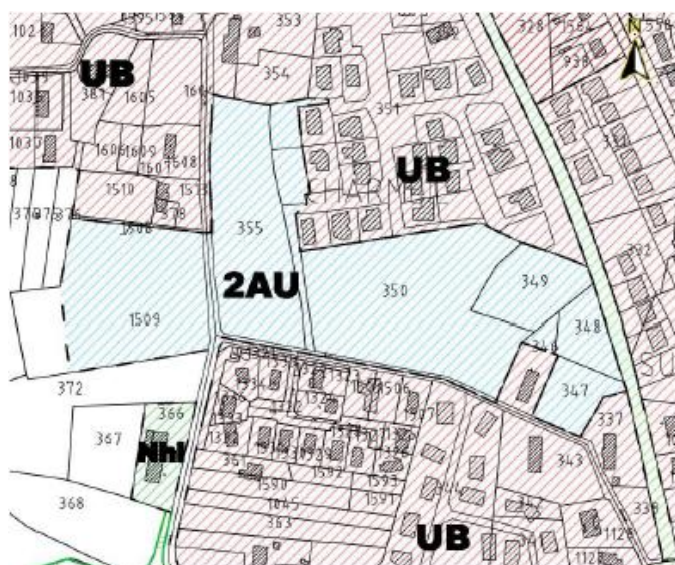


Extrait Géoportail

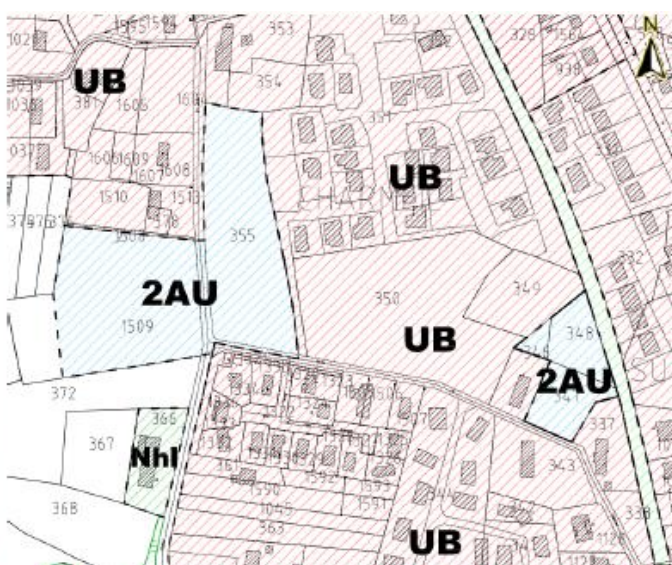
Le lotissement Charmeil était visé par la dernière modification (I) du PLU approuvée en 2020 : la partie de la zone 2AU occupée par le lotissement (*périmètre rouge sur la carte ci-dessous*), a été régularisée en zone UB, du fait d'un Permis d'Aménager délivré le 26 octobre 2012, sur la base d'un CUb accordé le 4 février 2011, soit antérieurement à la modification du PLU de 2011 (D), qui a créé la zone 2AU.



Périmètre du lotissement Charmeil - extrait Géoportail



Zonage AVANT MODIFICATION – sans échelle

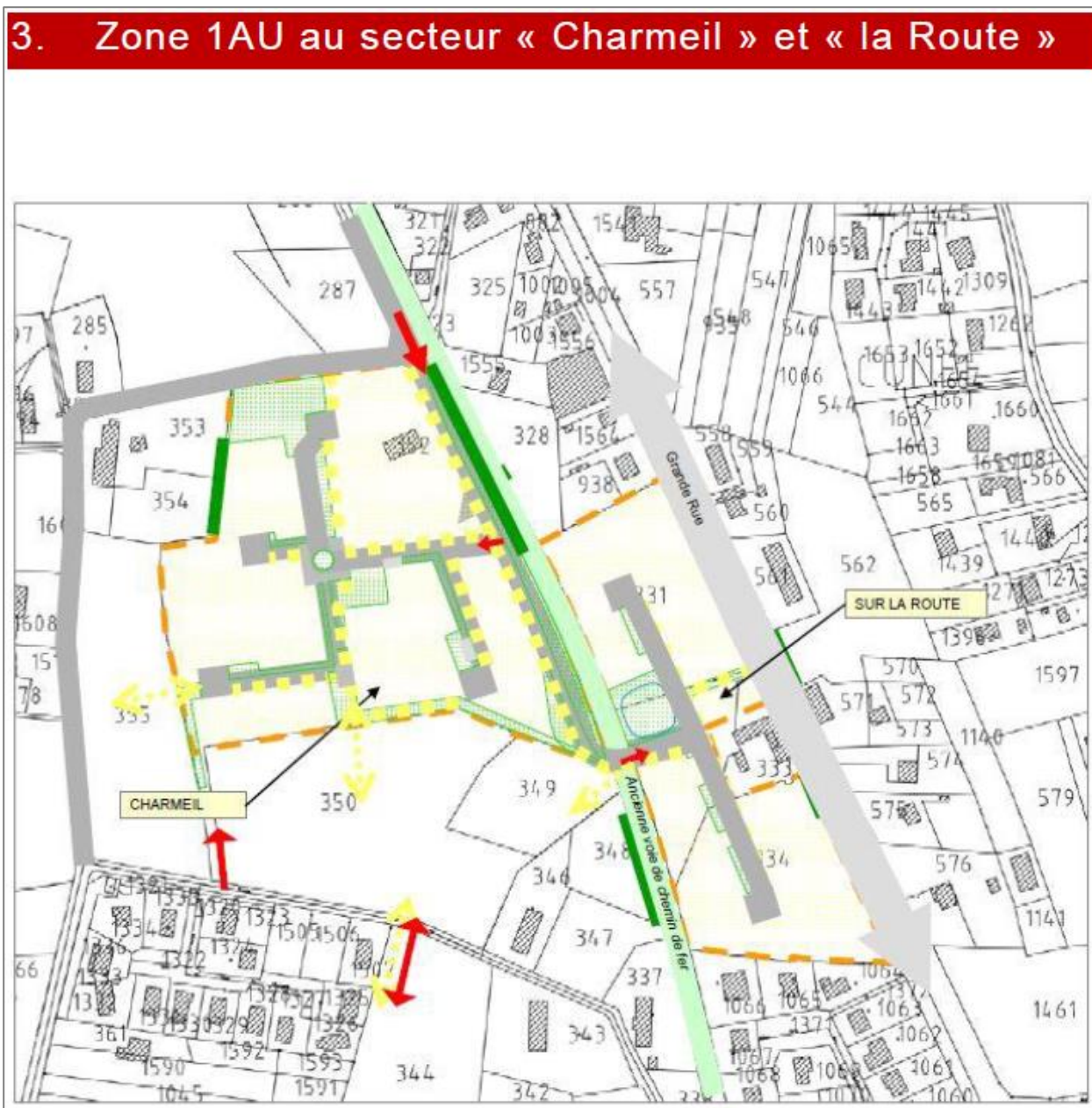


Zonage APRES MODIFICATION – sans échelle

Extraits de la note de présentation de la modification n°I du PLU

Une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) avait été définie sur les anciennes zones 1AU au secteur « Charmeil » au Nord, et « Sur la route » à l'Est, au sein du PLU approuvé en 2008.

L'OAP, non légendée, ne concerne pas la zone 2AU visée par la présente modification, mais semble seulement figurer un principe de cheminement doux (flèche jaune) entre le lotissement Charmeil et cette zone.



OAP du PLU de 2008, toujours en vigueur (non accompagnée d'une légende, ni d'un texte)

La zone 2AU n'est à priori pas concernée par une Servitude d'Utilité Publique (SUP) particulière d'après le plan annexé au PLU.

2. JUSTIFICATIONS DES MODIFICATIONS ENVISAGEES

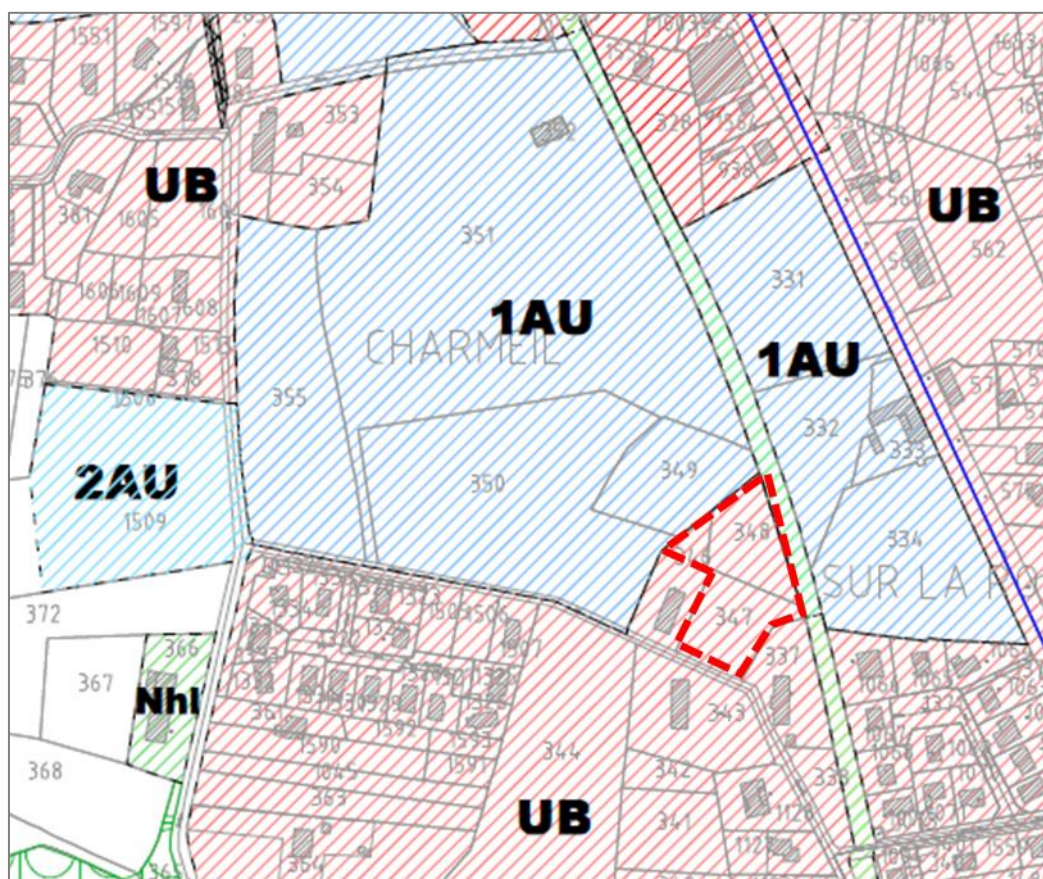
Comme exposé en préambule, la présente modification portant sur l'ouverture d'une zone 2AU, a dû faire l'objet d'une **délibération motivée** du Conseil municipal qui « *justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.* », au titre de l'article L.153-38 du code de l'urbanisme.

Cet article vise à s'assurer que la collectivité a évalué au préalable que le projet n'aurait pas pu être réalisé, dans des conditions de faisabilité proches, dans une zone urbaine ou dans une zone à urbaniser déjà ouverte à l'urbanisation. Il s'agit de contribuer ainsi, à limiter le poids de l'urbanisation périurbaine, au détriment de l'utilisation rationnelle des dents creuses et des secteurs inexploités des zones déjà urbanisées, en vérifiant que cette analyse a bien eu lieu. La délibération motivée doit constituer une justification de l'ouverture à l'urbanisation de la zone au regard des capacités d'urbanisation résiduelles.

Cette délibération a été prise le 13 avril 2021 ; une partie de son contenu est repris et complété ci-dessous.

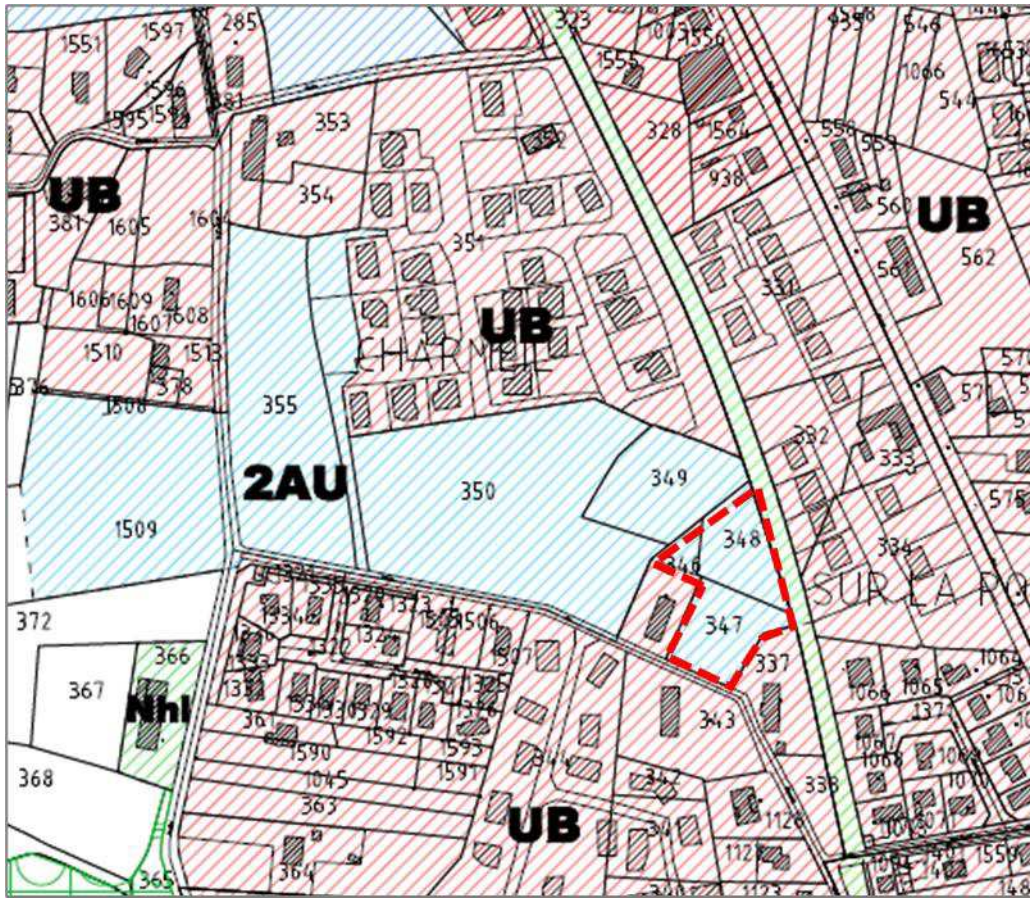
1. Une contradiction entre le zonage et la nature des terrains

L'actuelle zone 2AU visée par la modification était classée en zone UB au sein du PLU approuvé en 2006 :



Extrait du plan de zonage du PLU approuvé en 2006

Elle a été malencontreusement déclassée en zone 2AU lors de la modification (D) du PLU, approuvée le 18 octobre 2011 ; le lotissement Charmeil avait subi le même sort avant d'être reclassé en UB lors de la dernière modification (I) approuvée en 2020 (comme exposé dans la partie précédente).



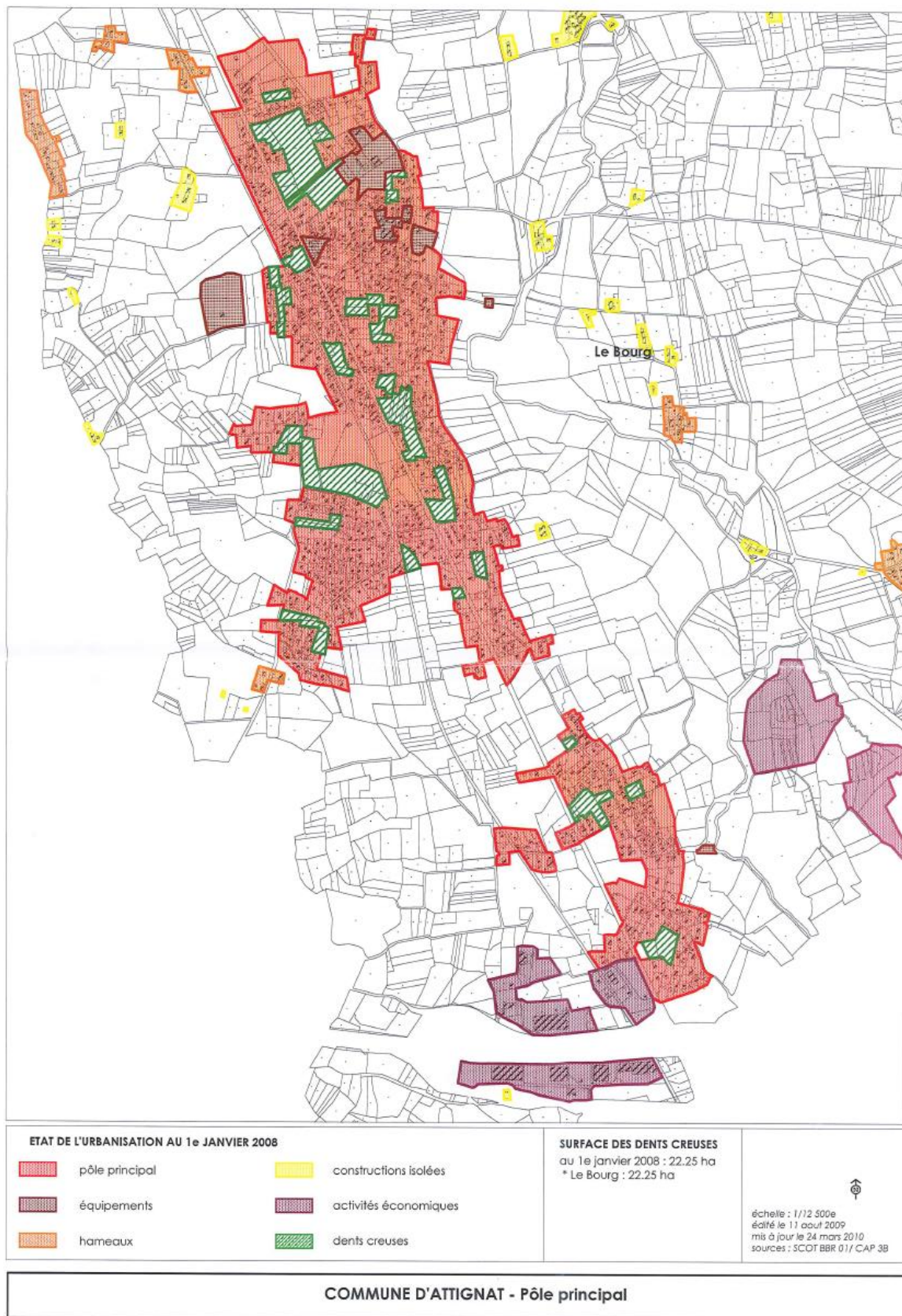
Extrait du plan de zonage du PLU modifié en 2011

Ce choix d'un zonage 2AU entrainait en contradiction avec le SCoT « Bourg-Bresse-Revermont » approuvé en 2007. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de ce document, le Syndicat mixte du SCoT avait transmis aux communes un « état zéro » de leur urbanisation.

Cet « état zéro » a été communiqué à la commune d'Attignat le 24 mars 2010, puis validé et délibéré par le Conseil municipal le 4 mai 2010, soit antérieurement à la modification de 2011.

Ce document servait à indiquer les surfaces urbanisées sur le territoire communal au 1er janvier 2008, tout en précisant les surfaces dites « en dents creuses » que le SCoT identifiait comme des surfaces urbanisables à l'intérieur du tissu urbain, hors valeurs cibles (dites surfaces en extension), inscrites dans le Document d'Orientations Générales du SCOT.

Cet état zéro identifiait le secteur de l'actuel lotissement de Charmeil, et de l'actuelle zone 2AU, comme une dent creuse.



Etat zéro du SCot sur la commune d'Attignat



Extrait de l'état zéro du SCoT sur le secteur visé par la modification

Par ailleurs, la vaste « dent creuse » originelle a été réduite via la réalisation du lotissement « Charmeil » qui a contribué à cerner complètement le tènement concerné par la modification. Des habitations et la voie verte encadrent, ainsi, sur toutes ces franges, l'emprise objet de la présente procédure.

Le caractère de dent creuse est donc indéniable.

Par ailleurs, la surface concernée occupe 5 150 m² environ et constitue donc une **dent creuse d'une emprise modeste, mais qui participerait néanmoins à densifier logiquement le bourg sur lui-même.**

Dès lors, la question de la justification du projet au regard des « *capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées* » n'a plus lieu d'être. La correction de cette erreur du PLU ne constitue pas à proprement parler l'ouverture d'une nouvelle zone en extension à l'urbanisation, mais permettra de densifier le bourg.

A noter que la plupart des dents creuses identifiées au sein de l'état zéro du SCoT, restent non urbanisées à ce jour (hormis le lotissement Charmeil).

2. Une faisabilité opérationnelle assurée

La faisabilité opérationnelle de ce secteur est aisée, puisqu'il est desservi par la route de Charmeil avec la présence des réseaux le long de cette voie. Le propriétaire actuel est prêt à aménager ce tènement, sous réserve de l'obtention d'une autorisation d'urbanisme.

Ainsi, les élus souhaitent actualiser le zonage du PLU dans lequel s'inscrit ce secteur, permettant ainsi de le rendre, de nouveau, constructible.

Un focus sur l'assainissement est fait en infra.

La commune dispose de 3 stations d'épuration :

- la station « chef-lieu » à l'Est du bourg ;
- la station « secteur Ouest » à l'Ouest du bourg ;
- la station « Vacagnole » au Sud du bourg.

La zone 2AU visé par la présente modification, dépend de la station « secteur Ouest ».

Créée en 2010, elle dispose **d'une capacité de 1050 équivalent-habitants (EH).**

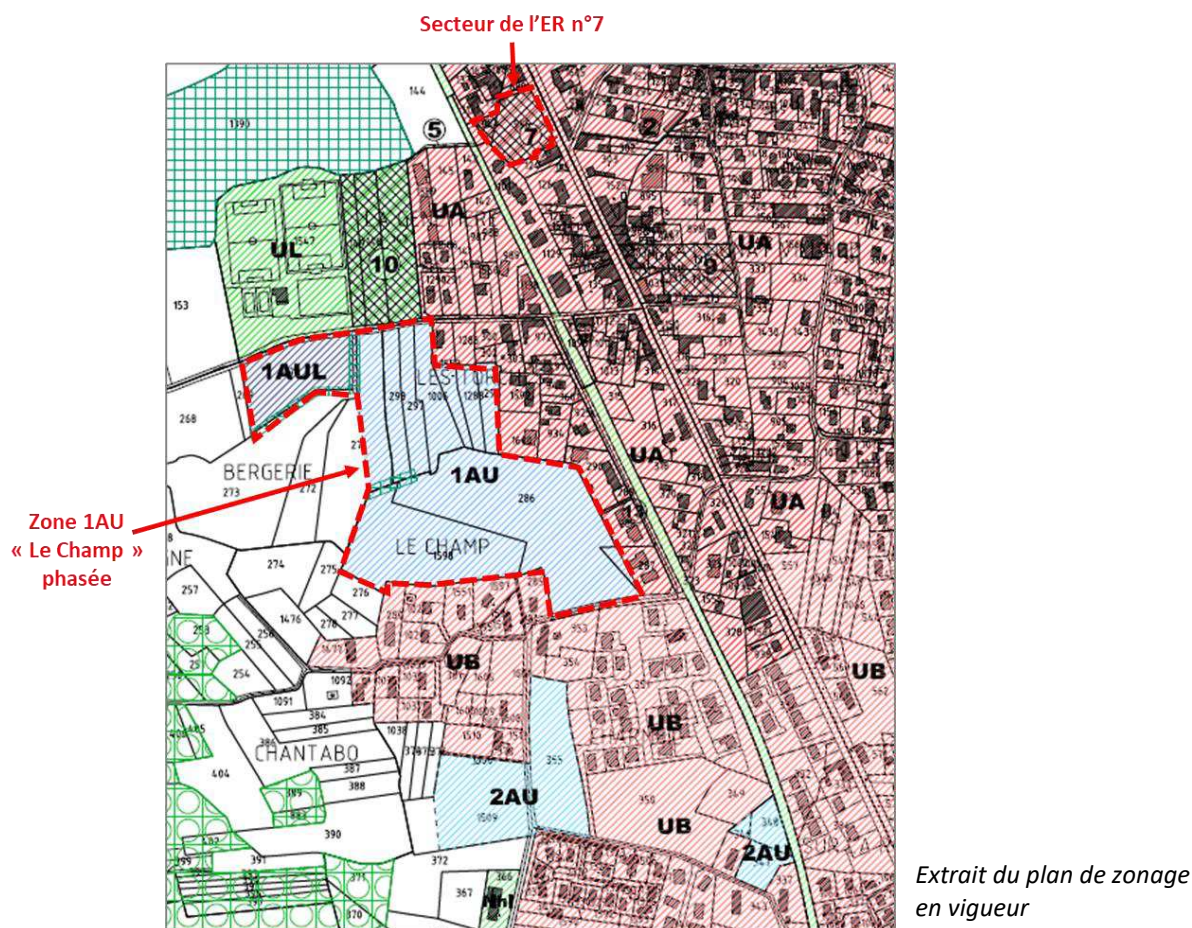
Le rejet de la station se fait dans un petit affluent, le bief de l'étang Machard qui rejoint le Reyssouzet. Ce dernier conflue avec la Reyssouze au niveau de Saint Julien sur Reyssouze.

Les réseaux menant à cette station sont entièrement séparatifs.

Concernant la capacité de la station :

La note de présentation de la modification approuvée en 2020, fait état des éléments suivants :

- d'après le Schéma Directeur du système d'assainissement collectif (juillet 2018), en retirant les besoins pour le lotissement Charmeil, **la station peut accepter environ 250 EH**, soit environ 106 logements ;
- **cette station doit recueillir les eaux usées de la zone 1AU « Le Champ » (8 ha) et de l'opération d'habitat prévue sur la parcelle grevée par l'emplacement réservé n°7 de 5300 m² (voir localisation sur la carte ci-dessous) ;**
- la station étant sous-dimensionnée pour accueillir l'intégralité des nouveaux logements sur ces deux zones, la zone 1AU « Le Champ » a été phasée ; ainsi, à court terme, **ces deux zones pourront accueillir une cinquantaine de logements chacune, représentant un total de 250 EH ;**
- le rapport du Schéma Directeur indique que des dispositions ont été prises pour **une extension future possible de la STEP à 1650 EH.**



Extrait du plan de zonage
en vigueur

Les données du Portail d'information sur l'assainissement communal au 31/12/2020 font état :

- d'une **conformité de la station en équipement en 2020** (et depuis 2014) ; l'installation est jugée suffisante en l'état pour traiter les effluents qu'elle reçoit ;
- d'une charge maximale en entrée de 554 EH en 2020 sur cette station, et de moins de 460 EH sur les années précédentes 2014 à 2019.

La capacité de la STEP serait donc plutôt de 500 EH¹ et non de 250 EH comme indiqué en 2018, ce qui permettra d'accueillir aisément une opération d'habitat sur la zone 2AU objet de la présente modification (5000 m²).

La commune s'est engagée à mettre en adéquation la taille de la station avec les futures charges à venir ; l'assainissement est de compétence intercommunale depuis le 01/01/2019. Grand Bourg agglomération mène actuellement une étude de faisabilité visant à redéfinir les besoins et scénarii d'aménagements pour le traitement des eaux usées sur la commune d'Attignat. *Voir courrier en annexe du présent rapport.*

¹ 1050 EH capacité nominale – 554 EH en 2020 = 496 EH

Concernant la performance des équipements de collecte :

Le Schéma Directeur du système d'assainissement collectif (juillet 2018) indique :

- d'une manière générale, la station d'épuration permet d'atteindre de bons rendements épuratoires ;
- malgré l'existence d'un déversoir d'orage en entrée de station et un réseau entièrement séparatif, un **volume trop important d'eaux claires parasites** météoriques arrive à la station ; **des travaux doivent être engagés** par la commune sur son réseau d'assainissement.

Les données du Portail d'information sur l'assainissement communal au 31/12/2020 font état d'une **non-conformité de la station en performance** (rejet non conforme) ; en revanche, elle était conforme de 2014 à 2019 incluse.

Cette non-conformité n'est toutefois pas connue des services de l'agglomération (elle n'a pas reçu de rapport de non-conformité). **Les études en cours permettront d'éclaircir la situation en amont de l'urbanisation effective de la zone 2AU visée par la présente modification.** *Voir courrier en annexe du présent rapport.*

3. Un projet de modification compatible avec le PADD du PLU

Le projet de modification est compatible avec les orientations suivantes du PADD du PLU approuvé en 2006, puisqu'il porte sur une dent creuse :

1. Valoriser le paysage de la commune en renforçant la qualité du cadre de vie des habitants
OBJECTIF :
⇒ Le développement urbain doit être maîtrisé pour préserver le maximum d'espaces naturels, agricoles et forestiers.
MOYENS :
⇒ Maintenir un développement dynamique du village en privilégiant la consommation des zones constructibles et à urbaniser situées dans les secteurs déjà urbanisés et non celles de terrains agricoles et naturels.
⇒ Renforcer l'organisation de certains espaces situés au centre du village afin de conforter une urbanisation qui a tendance à se développer de façon linéaire.

On rappelle aussi que le zonage, traduction réglementaire du PADD, classait l'actuelle zone 2AU en zone UB en 2006.

4. Un projet de modification compatible avec le SCoT et le PLH

Les éléments développés ci-dessous sont liés aux dispositions présentées en partie II.1 et II.2 du présent rapport.

La correction de l'erreur constatée au sein du PLU, en ouvrant la zone 2AU à l'urbanisation, permettra d'accueillir une opération de logements, et participera donc au **soutien de la croissance démographique d'Attignat, la confortant dans son rôle de pôle local équipé**, comme exigé par le SCoT et le PLH.

D'autant plus que, d'après les données INSEE, la commune connaît, pour la première fois depuis 1968, une baisse de sa croissance démographique, due à une solde migratoire négatif pour la première fois :

POP T1 - Population en historique depuis 1968

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2008	2013	2018
Population	1 236	1 279	1 682	1 776	1 924	2 662	3 260	3 196
Densité moyenne (hab/km²)	66,1	68,4	90,0	95,0	102,9	142,4	174,4	171,0

POP T2M - Indicateurs démographiques en historique depuis 1968

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013	2013 à 2018
Variation annuelle moyenne de la population en %	0,5	4,0	0,7	0,9	3,7	4,1	-0,4
due au solde naturel en %	0,4	0,6	0,5	0,3	0,8	1,1	0,7
due au solde apparent des entrées sorties en %	0,1	3,4	0,2	0,5	2,9	3,0	-1,1

La zone 2AU étant une dent creuse, elle participe des priorités du SCoT et du PLH de densifier l'enveloppe urbanisée.

Le SCoT impose une densité moyenne minimale de 20 logements/ha à Attignat, en localisant les densités les plus élevées sur les secteurs les mieux desservis en transports en commun. Dans ce cadre, il demande aussi de favoriser les formes urbaines économes d'espace en créant des OAP sur toutes les futures zones AU et sur les dents creuses considérés comme stratégiques.

Le projet de modification ne prévoit pas d'imposer, au sein d'une OAP, cet objectif de densité sur la zone 2AU de 5 150 m² sur laquelle il porte, ni d'imposer des formes d'habitat denses, pour les raisons suivantes :

- la densité des opérations d'habitation prévues à court/moyen terme en zone UA et sur les zones 1AU du PLU est compatible, et même supérieure, à l'objectif du SCoT :

Dans le cadre de la précédente modification du PLU (I) approuvée en 2020, cet objectif de densité a été inscrit :

- au sein de l'OAP portant sur la zone 1AU « Le Champ »* (soit 150 logements à produire au minimum, comprenant des lots libres, logements groupés, intermédiaires et collectifs) ;
- au sein de l'OAP portant sur la zone 1AU « Le Château » (soit 68 logements à produire au minimum).

Il n'a pas été inscrit au sein des deux autres OAP, qui étaient déjà urbanisées (zone 1AU au secteur « Charneil » et « Sur la Route » et zone 1AU au secteur « Vacagnole »).

En outre, la notice de présentation de cette modification du PLU indique qu'une cinquantaine de logements est prévue sur la parcelle grevée par l'emplacement réservé n°7 de 5300 m²*, soit une densité de 94 logements/ha, sur ce secteur du centre ancien dense (zone UA).

**Voir localisation en partie III.2.2 du présent rapport.*

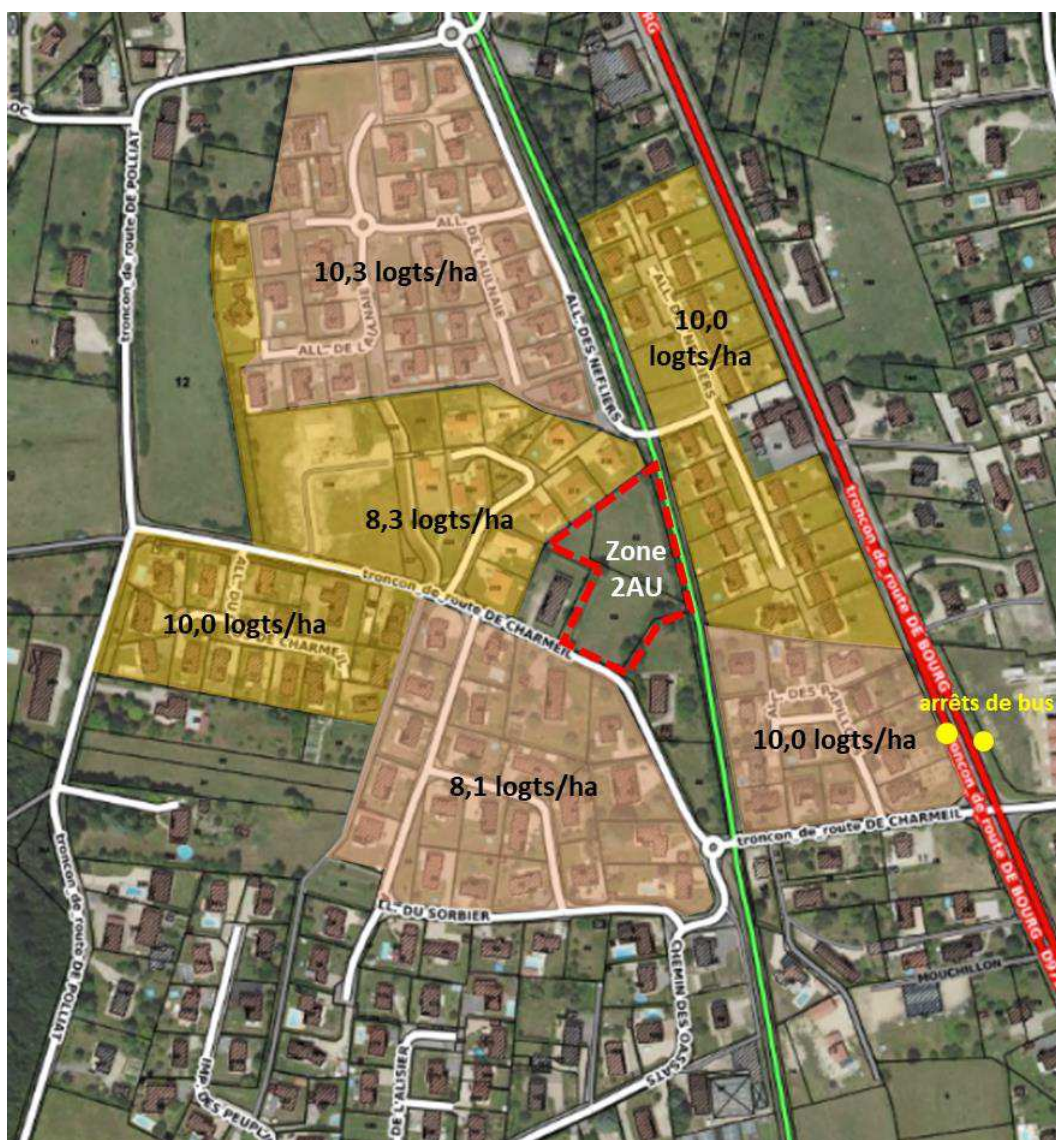
- **la zone 2AU est de faible emprise, a une forme contrainte, et s'inscrit au sein d'un environnement pavillonnaire peu dense :**

L'application de l'objectif de densité du SCoT sur cette zone conduirait à la production de 10 logements et obligerait à la construction de logements groupés/intermédiaires voire collectifs, compte-tenu de l'accès à prévoir depuis la route de Charneil (uniquement) et de la configuration du tènement par rapport à la voie.

Ces caractéristiques ne font pas de la zone une « dent creuse stratégique ».

De plus, comme présenté en partie III.1, ce tènement se situe dans un environnement pavillonnaire présentant des densités moindres, et ce, même s'ils sont proches d'un arrêt de bus (ligne de bus intercommunale n°150 Romenay – Bourg-en-Bresse ; la zone 2AU en est distante de 350 m).

Voir carte page suivante.



Densités des quartiers construits ou en cours de remplissage aux abords de la zone 2AU

Le projet de modification ne prévoit pas non plus d'imposer, au sein d'une OAP, un objectif de production de logements sociaux sur ce secteur.

Dans le cadre de la précédente modification du PLU (I) approuvée en 2020, un objectif minimum de production de logements sociaux a été défini :

- au sein de l'OAP portant sur la zone 1AU « Le Champ » (25% minimum pour chacun des secteurs opérationnels) ;
- au sein de l'OAP portant sur la zone 1AU « Le Château » (25% minimum).

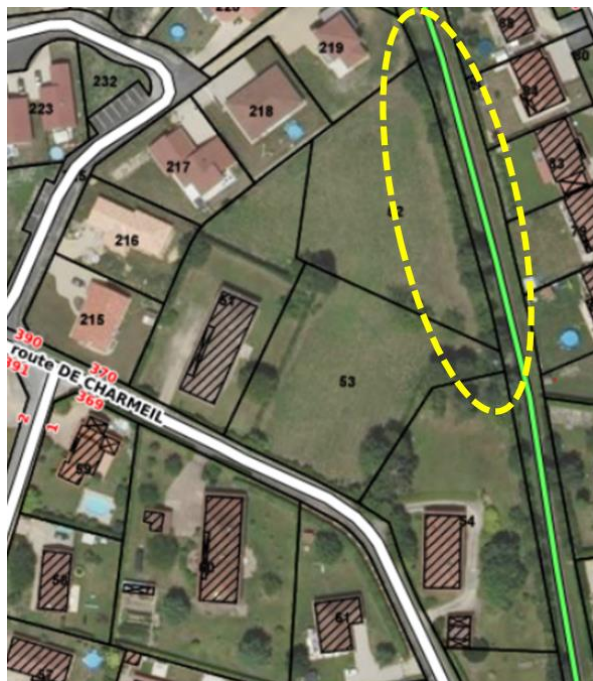
En outre, la notice de présentation de cette modification du PLU indique que des logements sociaux seront prévus parmi la cinquantaine de logements prévue sur la parcelle grevée par l'emplacement réservé n°7 de 5300 m². Ce principe de mixité sociale a été inscrit dans l'objet de l'ER n°7.

Ces dispositions permettront d'accroître le nombre de logements sociaux à Attignat, dans la perspective de sa « soumission » à la loi SRU dès qu'elle atteindra 3 500 habitants (elle devra alors disposer de 20%

de logements locatifs sociaux dans son parc). A noter qu'en 2019 d'après les données INSEE, la commune comptait 3 251 habitants en population municipale et 3 316 en population totale.

Concernant la qualité urbaine de la future opération sur la zone 2AU, il est proposé de protéger la haie située entre la zone 2AU et la voie verte, afin de maintenir une séparation (pas de vis-à-vis).

Pour finir, le projet de modification est compatible avec les dispositions du SCoT en faveur du maintien de l'agriculture et des espaces agricoles. La zone 2AU est constituée de prairies qui ne sont pas exploitées. Aucun siège d'exploitation agricole ne se trouve à proximité. Aucun accès agricole n'est impacté.



3. PRESENTATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AU PLU

1. Modification du plan de zonage et du tableau des surfaces du PLU

Le plan de zonage est modifié pour ouvrir la zone 2AU à l'urbanisation.

Un zonage UB, plutôt qu'un zonage 1AU, est retenu pour plusieurs raisons :

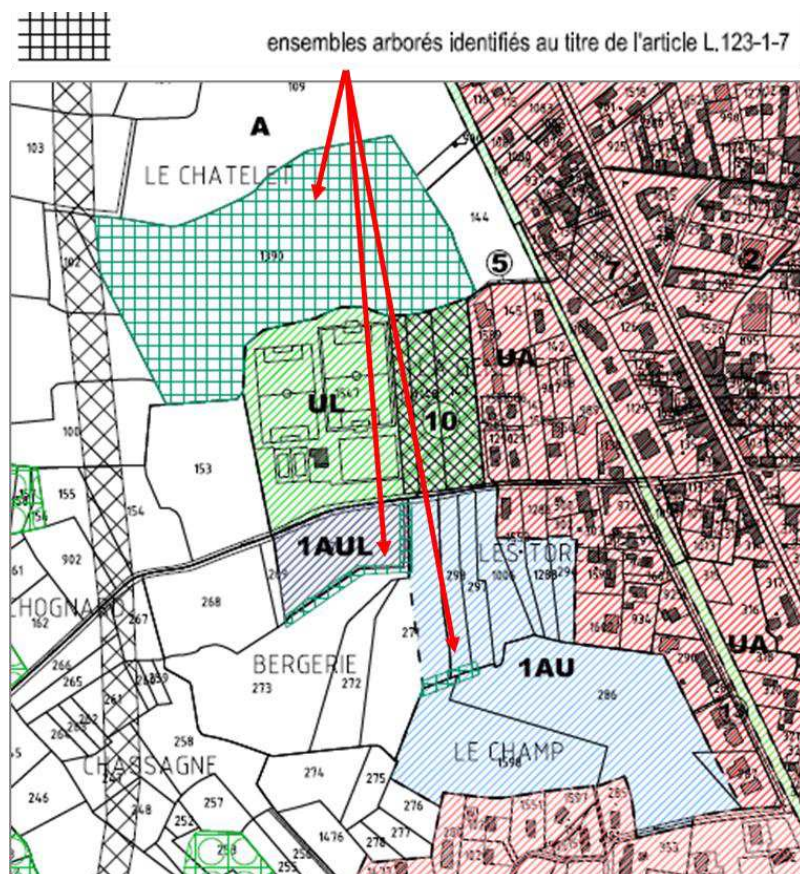
- l'insertion de la zone au sein de l'enveloppe urbanisée (dent creuse), la présence des réseaux route de Charmeil, et un souci de cohérence avec le zonage environnant (UB) ;
- la faible emprise de la zone (5 150 m²) et la non-application des objectifs du SCoT pour les raisons présentées en partie III.2.4 (le classement en zone 1AU obligerait à la réalisation d'une OAP, qui aurait peu d'intérêt pour ce tènement).

C'est ainsi une surface de 5 150 m² qui mute du zonage 2AU à UB ; le tableau des surfaces du PLU est modifié en conséquence.

En outre, il est retenu de protéger la haie située entre la zone 2AU et la voie verte, au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

Cet article a été recodifié : à l'époque de l'élaboration du PLU d'Attignat, il s'agissait de l'article L.123-1-7 puis L.123-1-5-III-2°. **La légende du plan de zonage est donc mise à jour.**

Cette protection concerne l'ensemble arboré au Nord des équipements sportifs (stade), et plusieurs haies, principalement au Nord du territoire communal, et sur le secteur de l'OAP « Le Champ ».



Extrait du plan de zonage en vigueur

L'inscription de ces éléments dans un document du PLU entraîne d'office l'application d'un régime de déclaration préalable en cas modification ou de suppression d'un élément protégé (article R.421-23-h du code de l'urbanisme).

En complément, le règlement peut définir des règles de protection ; les dispositions générales du règlement d'Attignat comprennent les règles suivantes :

« Les plantations repérées au règlement graphique au titre l'article L.123-1-5-III-2° du Code de l'Urbanisme sont soumises aux dispositions suivantes :

- *Les coupes et les abattages sont autorisés dans les cas suivants :*

- pour assurer la sécurité des biens et des personnes ;*

- pour créer un accès ou améliorer la visibilité aux abords des voies routières départementales ou communales ;*

- pour renouveler les plantations et boisements concernés : dans ce cas, le projet devra constituer le boisement avec la qualité paysagère initiale et présenter une qualité écologique au moins équivalente;*

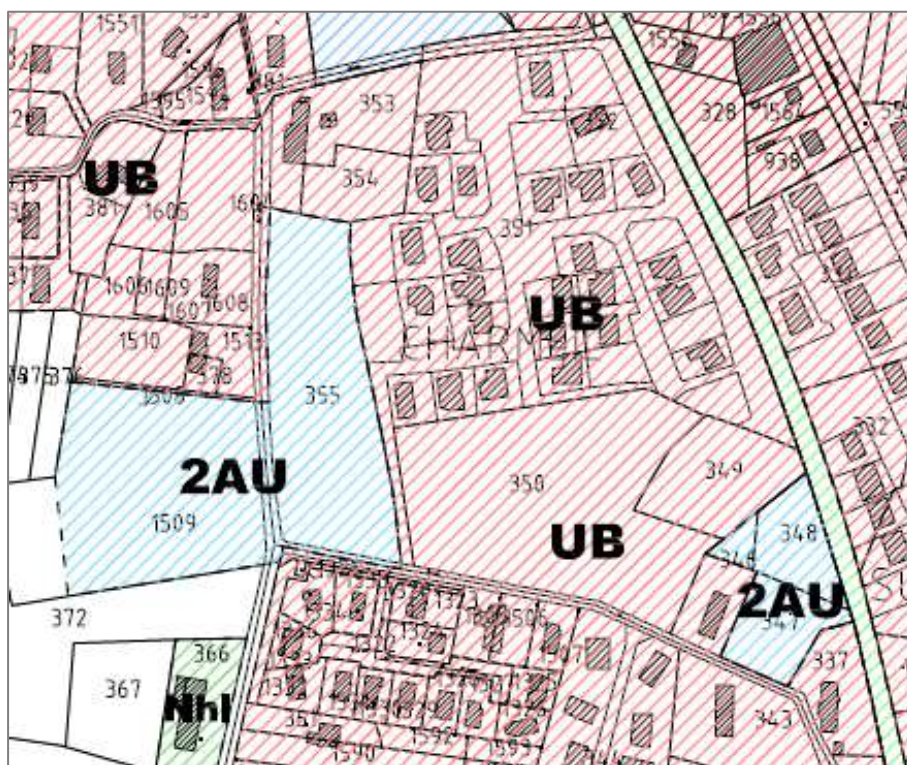
- pour l'exploitation de bois de chauffe ou de bois d'œuvre : dans ce cas, le projet ne pourra consister en une coupe "à blanc" du boisement. Le projet justifiera alors du recours à une coupe sélective permettant une régénération naturelle des boisements.*

- *Les défrichements, arrachages et essouchements sont soumis à déclaration de travaux en mairie. Il sera exigé :*

- soit que l'élément recensé soit déplacé*

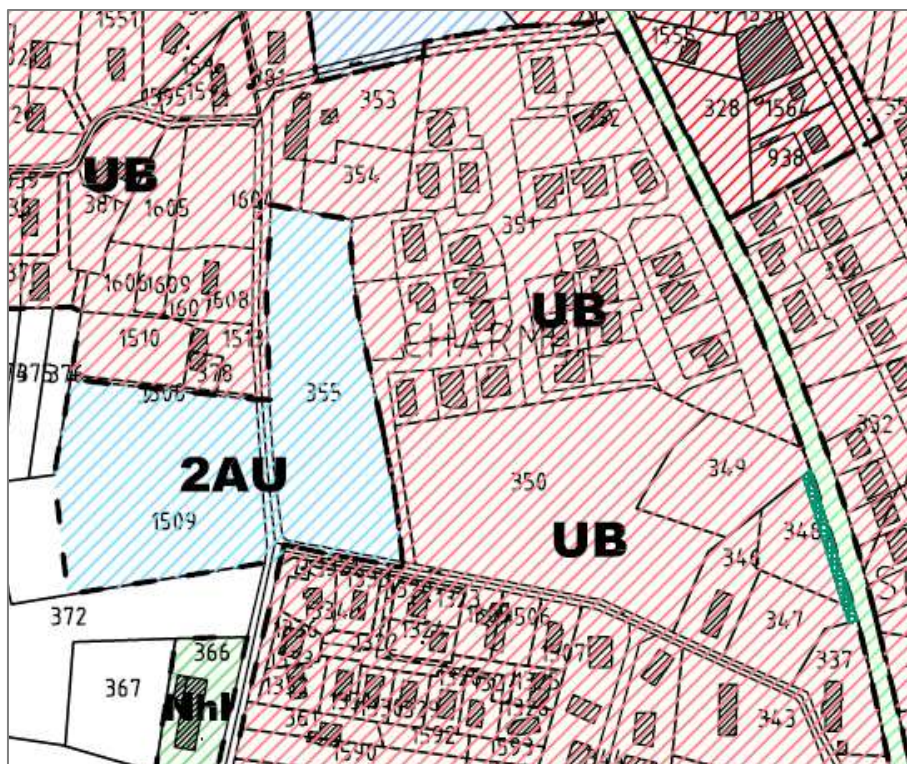
- soit que l'élément recensé soit reconstitué en recourant à des essences végétales locales dont une liste est annexée au présent règlement. »*

Voir extraits du plan de zonage et tableau des surfaces pages suivantes.



ensembles arborés identifiés au titre de l'article L.123-1-7

Extraits du plan de zonage et de sa légende AVANT modification



ensembles arborés identifiés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme

Extraits du plan de zonage et de sa légende APRES modification

Une surface de 0,52 ha mute du zonage 2AU au zonage UB. Une erreur est constatée sur le total des surfaces suite à la dernière modification (I).

ZONES	SURFACES PLU (ha)		SURFACES après modification n°I du PLU (ha)		SURFACES après modification n°J du PLU (ha)	
Zones destinées à l'urbanisation	10,24 %	193.52	10,24%	193.49	10,24%	193.49
<i>Constructibles</i>	UA	74,70	74,70		74,70	
	UB	61,00	63,3		63,82	
	UC	28,64	28,64		28,64	
	UL	4,79	4,79		4,79	
<i>Futures</i>	1AU	12,01	10,92		10,92	
	1AUL	0	1,06		1,06	
	2AU	12,38	10,08		9,56	
Zones d'activités	3,92 %	74,10	3,92 %	74,10	3,92 %	74,10
<i>Constructibles</i>	UX	32,23	32,23		32,23	
<i>Futures</i>	1AUX	0	0		0	
	2AUX	41,87	41.87		41.87	
Zones naturelles et agricoles	85,84 %	1621.91	85,84 %	1621,91	85,84 %	1621,91
<i>Constructibles pour l'habitat ou artificielles</i>	Nhl	38,61	38,61		38,61	
	A	1224,00	1224,00		1224,00	
<i>Strictes</i>	N	316,17	316,17		316,17	
	NCar	17,40	17,40		17,40	
	Np	2,36	2,36		2,36	
	Nhla	23,37	23,37		23,37	
TOTAL SURFACES	1889.53 ha **		1889.50 ha **		1889.50 ha **	

** Surface issue des données du géoportail de l'urbanisme, non compensée, au regard de la surface INSEE

2. Modification du règlement du PLU

Le règlement est uniquement modifié pour mettre à jour la référence du code de l'urbanisme relative à la protection des ensembles arborés identifiés sur le plan de zonage, cette référence n'étant d'ailleurs pas identique à celle du zonage avant modification.

Toutefois, les autres références citées, qui ne sont pas à jour, ne sont pas modifiées : ceci impliquerait de revoir l'intégralité du règlement et de le mettre à niveau, ce qui relève davantage d'une révision générale.

Les tableaux de concordance entre les anciennes et nouvelles références du code de l'urbanisme sont consultables ici : <https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/menu/autour-de-la-loi/codification/tables-de-concordance/code-de-l-urbanisme>

Ces mises à jour concernent uniquement les dispositions générales du règlement, qui sont reportées ci-dessous. *Les éléments supprimés apparaissent en **barré rouge**, les éléments ajoutés en **vert**.*

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Ce règlement est établi conformément aux dispositions des articles L.123.1 et R.123.9 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU PLAN

Le présent règlement s'applique au territoire de la commune d'ATTIGNAT, sans exclusive aucune.

ARTICLE 2 – PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD D'AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS

Sont et demeurent notamment applicables au territoire communal :

- 1- Les articles du Règlement National d'Urbanisme dits d'ordre public dont la liste figure à l'article R.111-1 du Code de l'Urbanisme et qui demeurent opposables à toute demande d'occupation du sol. Ces articles concernent :
 - R.111-2 : salubrité publique
 - R.111-3-2 : conservation et mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques
 - R. 11-4 : desserte (sécurité des usagers) – accès – stationnement
 - R.111-14-2 : respect des préoccupations d'environnement
 - R.111-15 : respect de l'action d'aménagement du territoire
 - R.111-21 : respect du patrimoine urbain, naturel et historique.
- 2- Les servitudes d'utilité publique instituant une limitation administrative au droit de propriété qui font l'objet de l'annexe n° 7 de ce Plan Local d'Urbanisme.
- 3- Si elles sont restrictives, les règles de ce Plan local d'urbanisme s'appliquent à celles des lotissements approuvés avant l'opposabilité du Plan Local d'Urbanisme aux tiers, sous réserve des dispositions de l'article L 315-8 du Code de l'Urbanisme.

Dans le cas contraire, ce sont les dispositions du lotissement plus rigoureuses mais néanmoins compatibles avec celles du PLU qui restent applicables, à moins que les dispositions régissant le lotissement ne soient mises en concordance avec celles du Plan Local d'Urbanisme dans les conditions prévues à l'article L.315.4 du Code de l'urbanisme.

- 4- L'article L.111-7 du Code de l'Urbanisme qui fixe la liste des cas où il peut être sursis à statuer sur une demande d'autorisation d'utiliser ou d'occuper le sol.
- 5- L'article L.421-5 du code de l'urbanisme qui permet de refuser un permis de construire, si le terrain n'est pas suffisamment desservi par les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement et d'électricité.

ARTICLE 3 – DIVISION DU TERRAIN EN ZONES

- 1- Le territoire couvert par le plan local d'urbanisme est divisé en zones urbaines (U), en zones à urbaniser (AU), en zones agricoles (A) et en zones naturelles (N), dont les délimitations sont reportées sur les documents graphiques constituant les pièces n°3 du dossier.

Les plans comportent aussi :

- Les terrains classés par ce P.L.U comme espace boisés à conserver, à protéger ou à créer auxquels s'appliquent les dispositions de l'article L.130.1 du Code de l'Urbanisme.
- Les ensembles arborés identifiés auxquels s'appliquent les dispositions de l'article ~~L.123-1-5-III-2°~~ L.151-23 du Code de l'Urbanisme.
- Les emplacements réservés aux voies, ouvrages publics, installations d'intérêt général et espaces verts auxquels s'appliquent les dispositions de l'article L.123.17 du Code de l'Urbanisme.

- 2- Les zones urbaines auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre II repérées au plan par les indices correspondants sont :

- La zone UA, zone centrale dense comprenant :
 - un secteur UAr comportant des risques technologiques
- La zone UB, zone urbaine pavillonnaire de forte densité, qui comprend :
 - un secteur UBa, de densité moyenne.
- La zone UC, zone périphérique pavillonnaire de faible densité comprenant :
 - un secteur UCr comportant des risques technologiques
- La zone UX, zone d'activités artisanales, commerciales, industrielles ou de service,

- 3- Les zones à urbaniser auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre III repérées au plan par les indices correspondants sont :

- La zone 1AU, zone à urbaniser à court terme sous forme d'habitat principalement et comprenant :
 - un secteur 1AUr comportant des risques technologiques
- La zone 1AUL, zone d'urbanisation à court terme sous forme d'espaces réservés aux sports et aux loisirs ainsi qu'aux équipements socio-culturels.
- La zone 1AUX, zone d'urbanisation à court terme sous forme d'activités industrielles, commerciales et artisanales.
- La zone 2AU, zone à urbaniser à long terme sous forme d'habitat principalement. L'ouverture à l'urbanisation de cette zone est subordonnée à une modification ou une révision du plan local d'urbanisme ;
 - un secteur 2AUr comportant des risques technologiques
- La zone 2AUX, zone à urbaniser à long terme sous forme d'activités industrielles, commerciales et artisanales. L'ouverture à l'urbanisation de cette zone est

subordonnée à une modification ou une révision du plan local d'urbanisme.

4-Les zones agricoles auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre IV repérées au plan par les indices correspondants sont :

- La zone A, zone agricole comprenant :
 - un secteur Ar comportant des risques technologiques

5-Les zones naturelles auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre V repérées au plan par les indices correspondants sont :

- La zone N, zone naturelle protégée, qui comprend :
 - un secteur NCar, zone de carrières située en zone de risques technologiques.
 - un secteur Npr correspondant au périmètre de protection du stockage d'éthylène de Viriat et situé en zone de risques technologiques.
 - un secteur Nr comportant des risques technologiques
- La zone Nhl, zone d'accueil limitée, qui comprend :
 - un secteur Nhlr comportant des risques technologiques
 - un secteur Nhla où seul l'aménagement et l'extension mesurée des constructions existantes ainsi que les changements de destination sont autorisés.
 - un secteur Nhlar situé en zone de risques technologiques

ARTICLE 4 – ADAPTATION MINEURES

Les dispositions des articles 3 à 13 des règlements de chacune des zones ne peuvent faire l'objet que d'adaptations mineures (articles L.123-1 du Code de l'Urbanisme) rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions environnantes.

ARTICLE 5 – DEFINITIONS

1- Adaptations mineures :

Par « adaptations mineures », il faut entendre des assouplissements qui peuvent être apportés à certaines règles d'urbanisme sans aboutir à un changement de type d'urbanisation et sans porter atteinte aux droits des tiers.

Ces adaptations excluent tout écart important entre la règle et l'autorisation accordée.

2-La notion d'extension mesurée des bâtiments existants :

Il s'agit à la fois d'extension horizontale, de surélévation, de transformation de surface hors œuvre brute en surface hors œuvre nette. La mesure est appréciée vis-à-vis de trois critères : l'habitabilité, la surface de terrain et la qualité du site.

ARTICLE 6 – RAPPELS ET DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES ZONES

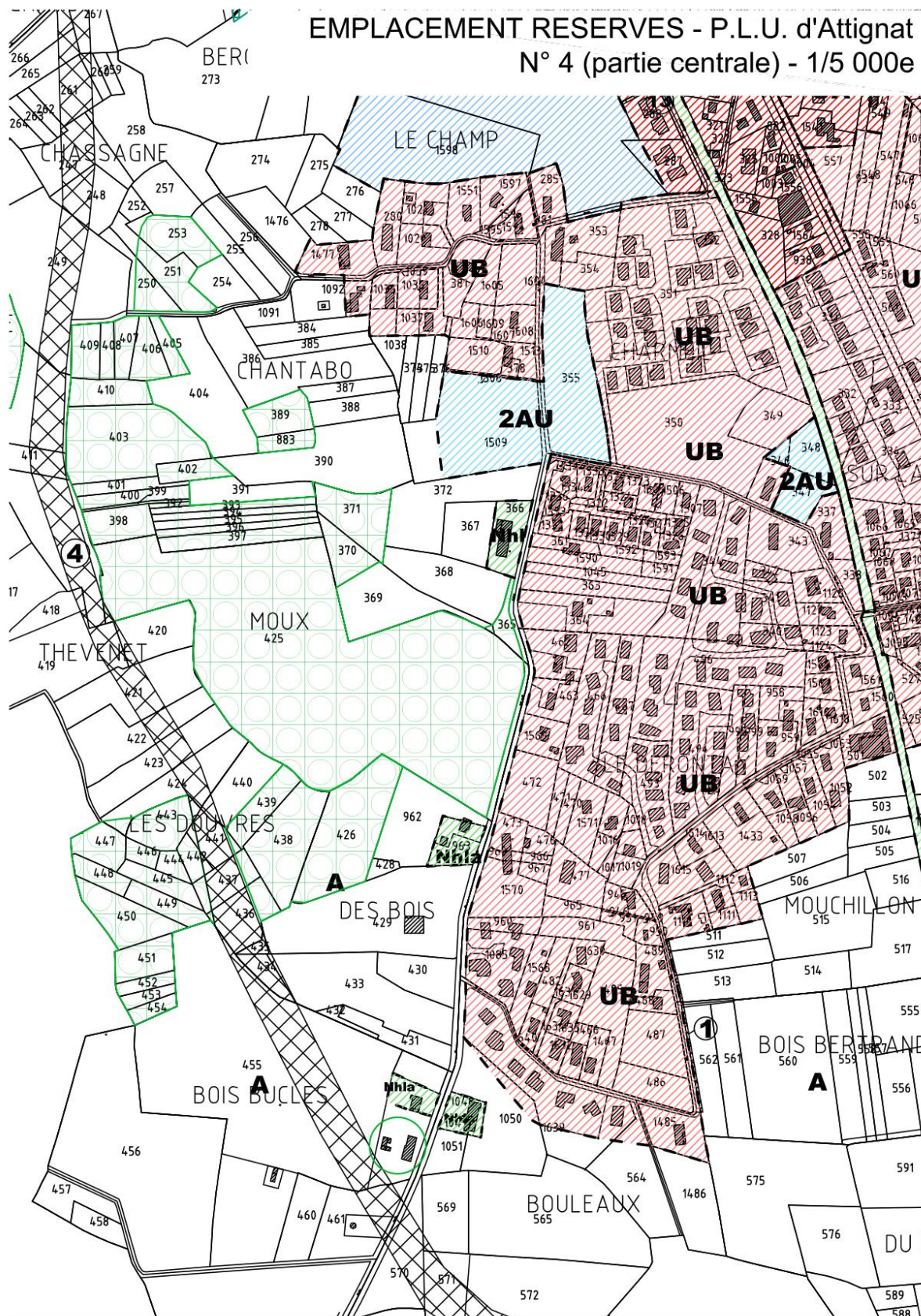
- L'édification des clôtures est soumise à déclaration conformément aux articles L441.1 et R441.1 et suivant du Code de l'Urbanisme.
- Les installations et travaux divers sont soumis à l'autorisation prévue aux articles L.442.1 et R.442.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.
- Les coupes et abatages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés

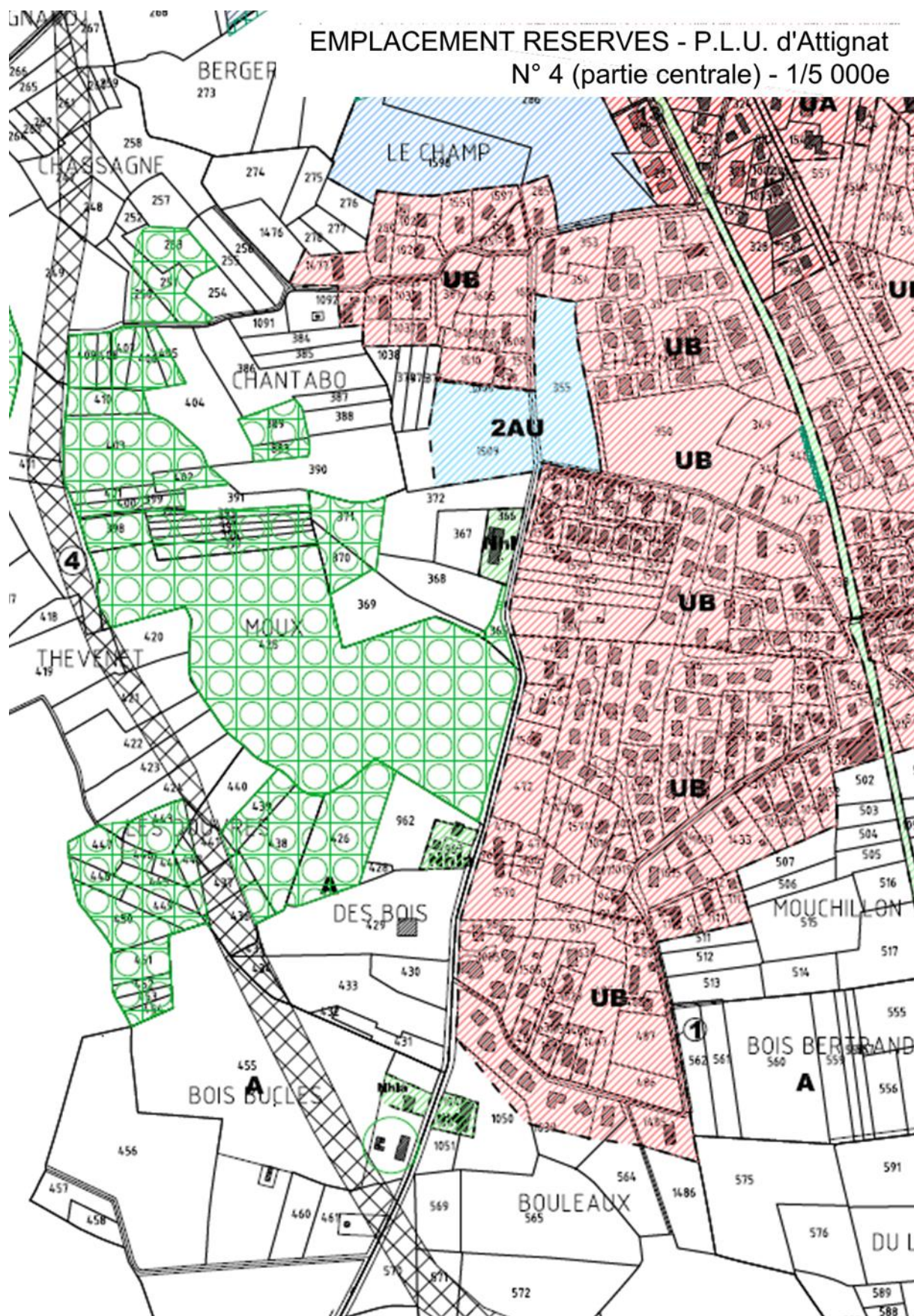
au titre des articles L.123.1 et L.130.1 du Code de l'Urbanisme et figurant comme tels aux documents graphiques. Les demandes de défrichements sont irrecevables dans les espaces boisés classés au titre de l'article L.130.1 du Code de l'Urbanisme et figurant comme tels aux documents graphiques.

- Les défrichements sont soumis à autorisation dans les espaces boisés non classés conformément à l'article L311.1 du Code de l'Urbanisme, en particulier dans les zones auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article 13 bis de la loi du 13 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques.
- Au terme de la loi du 27 septembre 1941, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent immédiatement être signalées au Maire de la commune, lequel prévient la Direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes (Le Grenier d'Abondance – 6 quai Saint Vincent 69283 LYON; Tél : 04.72.00.44.00)
Le décret n°2002-89 pris pour application de la loi 2001-44 prévoit que : « les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature, ou de leur importance affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises qu'après accomplissement des mesures de détection et le cas échéant de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique ... » (art.1) Conformément à l'article 5 du même décret, « ... les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux ... peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont confiance ».
- Conformément aux dispositions de l'article L.111.3 nouveau du Code rural et à celles de l'article R.111.2 du Code de l'urbanisme, l'implantation des constructions et locaux occupés par des tiers par rapport aux bâtiments agricoles est soumise à la même exigence d'éloignement que celle imposée auxdits bâtiments agricoles vis-à-vis des constructions des tiers. Toutefois, par dérogation à ces dispositions, une distance d'éloignement inférieure pourra être autorisée pour tenir compte des spécificités locales notamment dans les zones urbaines, après avis de la chambre d'agriculture.
- Les plantations repérées au règlement graphique au titre l'article ~~L.123-1-5-III-2°~~ L.151-23 du Code de l'Urbanisme sont soumises aux dispositions suivantes :
 - Les coupes et les abattages sont autorisés dans les cas suivants :
 - pour assurer la sécurité des biens et des personnes ;
 - pour créer un accès ou améliorer la visibilité aux abords des voies routières départementales ou communales ;
 - pour renouveler les plantations et boisements concernés : dans ce cas, le projet devra constituer le boisement avec la qualité paysagère initiale et présenter une qualité écologique au moins équivalente ;
 - pour l'exploitation de bois de chauffe ou de bois d'oeuvre : dans ce cas, le projet ne pourra consister en une coupe "à blanc" du boisement. Le projet justifiera alors du recours à une coupe sélective permettant une régénération naturelle des boisements.
 - Les défrichements, arrachages et essouchements sont soumis à déclaration de travaux en mairie. Il sera exigé :
 - soit que l'élément recensé soit déplacé
 - soit que l'élément recensé soit reconstitué en recourant à des essences végétales locales dont une liste est annexée au présent règlement.

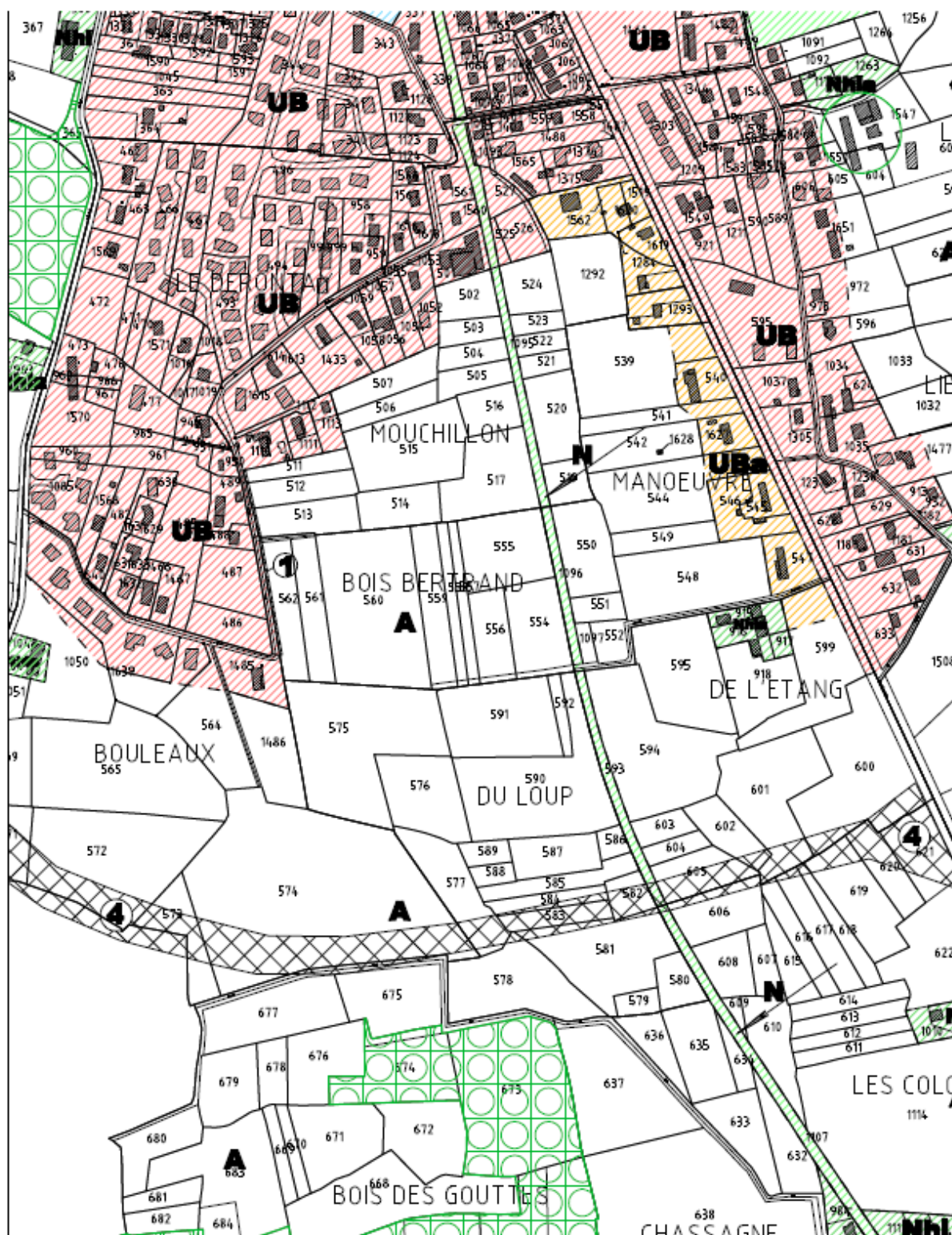
3. Modification de la liste des emplacements réservés du PLU

La liste des emplacements réservés nécessite d'être mise à jour avec le nouveau zonage : la zone 2AU visée par la présente modification est visible sur 2 des 3 extraits figurant l'ER n°4 délimité pour la création d'une voie de contournement (déviation de la RD975).



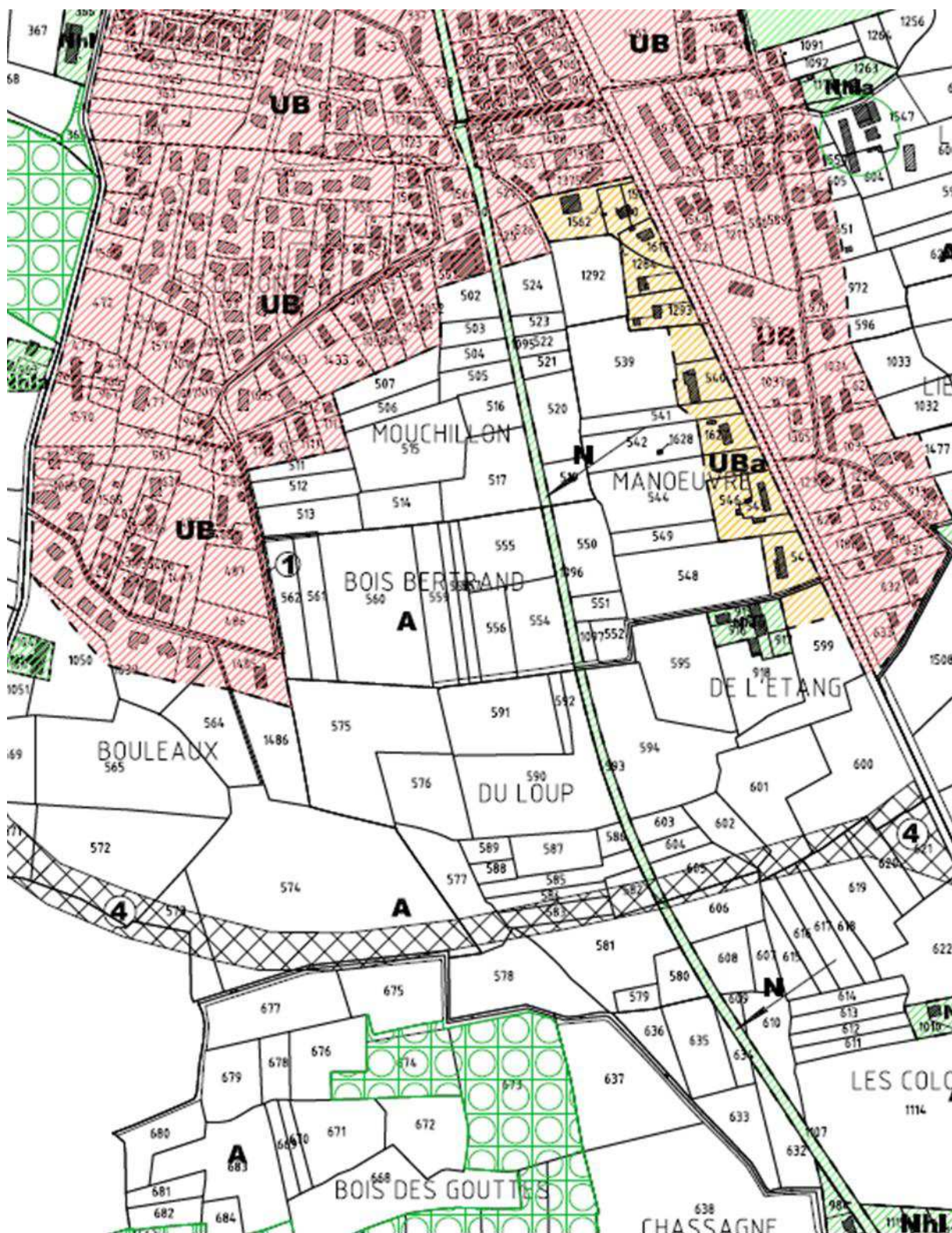


Extrait de la liste des emplacements réservés APRES modification



EMPLACEMENT RESERVES - P.L.U. d'Attignat N° 4 (partie sud) - 1/5 000e

Extrait de la liste des emplacements réservés AVANT modification



EMPLACEMENT RESERVES - P.L.U. d'Attignat N° 4 (partie sud) - 1/5 000e

Extrait de la liste des emplacements réservés APRES modification

III. INCIDENCES DU PROJET DE MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT

Les éléments ci-dessous sont extraits de la demande d'examen au cas par cas établie auprès de la MRAE. Ils synthétisent les enjeux environnementaux et incidences potentielles du projet de modification sur l'environnement.

Espaces agricoles, naturels ou forestiers

La zone 2AU visée par la modification est constituée de **prairies qui ne sont toutefois pas exploitées**. Aucun siège d'exploitation agricole ne se trouve à proximité. Aucun accès agricole n'est impacté.

Elle est bordée d'arbres ; ceux qui sont en limite de la voie verte sont protégés dans le cadre de la modification, au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

Milieux naturels sensibles et biodiversité

Le territoire communal d'Attignat ne compte aucun site Natura 2000 et n'a aucun lien avec un tel site, le plus proche se trouvant à 10 km (La Dombes).

Une ZNIEFF de type I « Bois de Grands Champs » (14 ha) se trouve à l'Est du territoire communal, en zone A, aux lieux-dits « Etang de Grangeat » et « Grands Champs ». *Elle est distante de 3,5 km de la zone 2AU visée par la modification.*

Les autres ZNIEFF I les plus proches, localisées sur d'autres communes, se situent à 4,5 / 6 km.

Une ZNIEFF de type II « Vallée du Sevron, du Solnan et massifs boisés alentours » borde le territoire communal à l'Est. Ces espaces sont classés en zone A avec des sites bâtis ponctuellement inscrits en zone Nhla. *Elle est distante de 3,5 km de la zone 2AU visée par la modification.*

Les autres ZNIEFF II les plus proches, localisées sur d'autres communes, se situent à 5,5 / 9 km.

La zone 2AU visée par la modification se situe dans l'enveloppe urbanisée d'Attignat, est éloignée des ZNIEFF du territoire communal, et ne se trouve pas sur le même versant de la commune que ces zones. Son urbanisation n'aura pas d'impact sur celles-ci.

Les zones humides inventoriées par le Département sur la commune concernent :

- la Reyssouze, qui traverse le territoire communal du Sud au Nord ;
- les étangs au Sud du territoire communal et plusieurs plantations aux abords ;
- le Bois de Grands Champs (cf. ZNIEFF I), une prairie humide et un étang à l'Est du territoire ;
- des prairies humides au niveau du bief de l'étang Machard à l'Ouest du territoire.

L'enjeu est la préservation de ces derniers milieux humides, situé au niveau du milieu récepteur de la STEP « secteur Ouest » dont dépend la zone 2AU. Voir rubrique assainissement ci-dessous.

Aucune autre zone humide n'est connue.

Continuités écologiques

Le SCoT Bourg-Bresse-Revermont s'attache notamment à la protection et la mise en valeur de la trame agri-environnementale fonctionnelle (il définit 4 « classes » d'espaces naturels et les mesures de protection associées, notamment sur les haies et zones humides) et des corridors écologiques. *D'après la carte annexée au SCoT, la zone 2AU visée par la modification n'est toutefois pas concernée, faisant partie de l'enveloppe urbanisée du bourg. Aucun corridor identifié par le SCoT ne traverse le territoire communal.*

L'ancien SRCE de la région Rhône-Alpes a été intégré au SRADDET Son annexe « biodiversité » identifiée à Attignat :

- les espaces de mobilité de la Reyssouze et les zones humides au sein de la trame bleue
- des espaces perméables liés aux milieux terrestres et aquatiques sur la majorité du territoire communal, notamment autour du bourg ;
- de grands espaces agricoles, entre Attignat et Crangeat.

La zone 2AU est inscrite au sein de l'enveloppe urbanisée d'Attignat ; elle n'est pas intégrée au sein de ces milieux.

La préservation de la haie en bordure Est (contre la voie verte) participera au maintien de la biodiversité/d'un corridor.

Paysage, patrimoine bâti

Aucun enjeu particulier n'est relevé : aucun site classé ou inscrit, Site Patrimonial Remarquable, élément majeur du patrimoine n'est situé à proximité.

La zone 2AU visée par la modification est insérée au sein de l'enveloppe urbaine du bourg d'Attignat et n'offre aucun point de vue particulier.

La haie en bordure Est (contre la voie verte) est protégée dans le cadre de la modification, au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, d'abord pour des motifs paysagers/de nuisances (vis-à-vis entre la voie verte et les futures habitations).

Ressource en eau

Attignat fait partie du Syndicat Intercommunal des Eaux Veyle - Reyssouze – Vieux-Jonc regroupant 22 communes. Le Syndicat est alimenté par deux zones de captage et le réseau de distribution est ainsi séparé en deux services :

- Le « Haut service » alimenté par la zone de captage de Saint-Rémy,
- Le « Bas service » alimenté par la zone de captage de Polliat avec les réservoirs d'Attignat, Confrançon, Polliat et Viriat, alimentant notamment la commune d'Attignat.

D'après le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de 2020, Attignat comptait 1 579 abonnés cette année-là, représentant 8,06% du total des abonnés et 6,58% de la consommation d'eau brute.

L'augmentation des besoins suite à l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU ne sera pas significative, en raison de sa taille (5000 m²).

Parmi les zones ouvertes à l'urbanisation, la zone 1AU « Le Champ » a été phasée dans le temps, ce qui échelonnera les besoins en eau potable.

Les ressources en eau potable sont donc suffisantes pour l'accueil de nouveaux habitants sur cette zone 2AU, mais aussi sur les autres secteurs constructibles du bourg.

Concernant l'assainissement : voir partie III.2.2 du présent rapport.

Au niveau du PLU, la gestion des eaux pluviales est encadrée par :

- l'article 4 du règlement ;
- les OAP en vigueur.

La zone 2AU ouverte à l'urbanisation dans le cadre de la présente modification, devra être raccordée au réseau d'eaux pluviales existant, comme indiqué par l'article UB4 (la zone 2AU étant mutée en UB).

En outre, cet article stipule notamment que « *Toutes les dispositions doivent être envisagées pour limiter l'imperméabilisation du sol et pour assurer la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales des parcelles.* ».

Sols et sous-sols

Aucun enjeu particulier n'est relevé.

Risques et nuisances

Inondation : *la zone 2AU visée par la modification n'est pas concernée par une zone inondable de la Reyssouze d'après l'Atlas de Zones Inondables (AZI) de 2011. La commune n'est pas couverte par un PPRI.*

Mouvements de terrain :

Absence de mouvement de terrain et de cavité souterraine.

La commune est couverte par une zone de sismicité : 2, à savoir une zone de sismicité faible.

La commune est concernée par un **aléa faible à moyen de retrait-gonflement des sols argileux ; il est essentiellement moyen au niveau du bourg, dont au niveau de la zone 2AU.** 4 arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ont été pris sur la commune, pour « Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols ».

Risques technologiques : plusieurs Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sont répertoriées à Attignat ; *la zone 2AU en est éloignée.*

Le territoire communal est traversé par 2 canalisations de transport de matières dangereuses : éthylène et gaz. Elles ne portent pas sur le bourg.

Un PPRT, lié à TOTAL Raffinage France a été approuvé le 20 mai 2014. Il concerne essentiellement le territoire communal de Viriat et une petite partie au Sud du territoire d'Attignat, au niveau de l'Autoroute. *La zone 2AU n'est pas concernée.*

La zone 2AU visée par la modification est limitrophe des secteurs affectés par le bruit de 100 m de part et d'autre de la RD975 (classement sonore départemental). Son ouverture à l'urbanisation n'est pas susceptible de générer des nuisances particulières.

La haie en bordure de la voie verte est protégée au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme dans le cadre de modification, permet de maintenir une séparation entre la zone et la voie (pas de vis-à-vis).

Air, énergie, climat

Le bourg d'Attignat est desservi par une des lignes de bus intercommunale : ligne n°150 Romenay – Bourg-en-Bresse ; la zone 2AU est distante de 350 m de l'arrêt le plus proche.

Un ramassage scolaire est également assuré sur la commune. Un transport à la demande est organisé lors des vacances scolaires.

Le SRADDET intègre l'ancien SRCAE de la Région Rhône-Alpes.

Aucun enjeu spécifique au territoire n'est identifié dans ce document. Le PLU est concerné par un certain nombre de règles et objectifs dont l'articulation est démontrée en partie IV.4 du présent rapport.

Le PCAET de Grand Bourg Agglomération est en cours d'élaboration.

Le secteur bâti représente la plus forte part des consommations d'énergie du territoire ; celui des transports génère le plus d'émissions de gaz à effet de serre.

Le règlement du PLU, notamment celui de la zone UB, intègre des dispositions en faveur d'une architecture bioclimatique et de l'utilisation de panneaux solaires.

Le projet de modification ne prévoit aucune autre disposition en faveur de la limitation des consommations d'énergie et des émissions polluantes. Le PLU en vigueur, non grenellisé, nécessitera une approche globale, dans le cadre de sa révision générale, pour intégrer ces enjeux (voir SRADDET).

La zone 2AU visée par la présente modification, est proche de la RD975, axe de circulation majeur, mais reste situé à l'écart, et borde la voie verte. Elle n'est donc pas exposée aux pollutions les plus fortes, et donne un accès immédiat à un cheminement doux structurant.

IV. COMPATIBILITE DU PROJET DE MODIFICATION AVEC LES DOCUMENTS DE RANG SUPERIEUR

1. Compatibilité avec le SCoT Bourg-Bresse-Revermont

La compatibilité avec le SCoT a déjà été traitée dans les justifications du projet de modification : voir partie III.2.4.

2. Compatibilité avec le PLH de la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse

La compatibilité avec le PLH a déjà été traitée dans les justifications du projet de modification : voir partie III.2.4.

3. Le PCAET de la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse

Le PCAET de Grand Bourg Agglomération est en cours d'élaboration.

Le secteur bâti représente la plus forte part des consommations d'énergie du territoire ; celui des transports génère le plus d'émissions de gaz à effet de serre.

Le règlement du PLU, notamment celui de la zone UB, intègre des dispositions en faveur d'une architecture bioclimatique et de l'utilisation de panneaux solaires.

Le projet de modification ne prévoit aucune autre disposition en faveur de la limitation des consommations d'énergie et des émissions polluantes. Le PLU en vigueur, non grenellisé, nécessitera une approche globale, dans le cadre de sa révision générale, pour intégrer ces enjeux (*voir SRADDET*).

La zone 2AU visée par la présente modification, est proche de la RD975, axe de circulation majeur, mais reste situé à l'écart, et borde la voie verte. Il n'est donc pas exposé aux pollutions les plus fortes, et donne un accès immédiat à un cheminement doux structurant.

4. Compatibilité avec le fascicule des règles du SRADET

La règle n°1 est une règle générale portant sur la subsidiarité SRADET/SCoT : les documents de planification et d'urbanisme doivent décliner quantitativement les objectifs du SRADET.

→ **Le PLU en vigueur, non grenellisé, nécessitera une approche globale, dans le cadre de sa révision générale, pour intégrer ces objectifs, qui ne peuvent être simplement déclinés dans la présente modification.**

Aménagement du territoire

REGLES DU SRADET	OBJECTIFS DU SRADET AUXQUELS LA REGLE SE RAPPORTE	COMPATIBILITE DU PROJET DE MODIFICATION
Règle n°2 : Renforcement de l'armature territoriale	5.1. Promouvoir une organisation multipolaire qui renforce les complémentarités des territoires et favorise les fonctionnements de proximité à l'échelle locale. 1.1. Redynamiser les centres bourgs et les centres des villes moyennes et les quartiers en difficulté. 1.3. Garantir la cohérence entre urbanisme et déplacements.	<i>Cette règle concerne davantage le SCoT, toutefois, le projet de modification contribuera aux objectifs assignés par le SCoT aux pôles locaux équipés (les conforter en soutenant leur croissance démographique).</i>
Règle n°3 : Objectif de production de logements et cohérence avec l'armature définie dans les SCoT	1.2. Répondre à la diversité et à l'évolution des besoins des habitants en matière d'habitat. 1.3. Garantir la cohérence entre urbanisme et déplacements. 5.1. Promouvoir une organisation multipolaire qui renforce les complémentarités des territoires et favorise les fonctionnements de proximité à l'échelle locale. 1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels et agricoles dans et autour des espaces urbanisés. 1.1. Redynamiser les centres bourgs et les centres des villes moyennes et les quartiers en difficulté.	<i>Le projet de modification contribuera aux objectifs assignés par le SCoT aux pôles locaux équipés. Il porte sur un secteur proche d'arrêts de bus. Si la production neuve de logements, même en densification, ne doit pas être prioritaire, il est à noter que la commune a un faible taux de vacance (5,5% du parc de logements en 2018 d'après les données INSEE).</i>
Règle n°4 : Gestion économe et approche intégrée de la ressource foncière	3.1. Privilégier le recyclage du foncier à la consommation de nouveaux espaces. 3.3. Préserver et valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole viable, soucieuse de la qualité des sols, de la biodiversité et résiliente face au changement climatique. 3.6 Limiter le développement de surfaces commerciales en périphérie des villes en priorisant leurs implantations en centre-ville et en favorisant la densification des surfaces commerciales existantes. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.	<i>Le projet de modification porte sur l'ouverture d'une zone 2AU qui constitue une dent creuse ; il permettra ainsi la densification du bourg. L'article 4 du règlement de la zone UB en vigueur exige que toutes les dispositions soient prises pour limiter l'imperméabilisation du sol et pour assurer la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales des parcelles.</i>

	<p>1.1. Redynamiser les centres bourgs et les centres des villes moyennes et les quartiers en difficulté.</p> <p>1.3. Garantir la cohérence entre urbanisme et déplacements.</p> <p>1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels et agricoles dans et autour des espaces urbanisés.</p> <p>1.6. Préserver la trame verte et bleue.</p> <p>3.2. Anticiper à l'échelle des SCoT la mobilisation de fonciers de compensation à fort potentiel environnemental.</p>	
<p>Règle n°7 : Préservation du foncier agricole et forestier</p>	<p>3.3. Préserver et valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole viable, soucieuse de la qualité des sols, de la biodiversité et résiliente face au changement climatique.</p> <p>3.1. Privilégier le recyclage du foncier à la consommation de nouveaux espaces.</p> <p>1.6. Préserver la trame verte et bleue.</p> <p>3.2. Anticiper à l'échelle des SCoT la mobilisation de fonciers de compensation à fort potentiel environnemental.</p> <p>1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels et agricoles dans et autour des espaces urbanisés.</p>	<p><i>Le projet de modification porte sur un secteur de prairie qui n'est pas exploité et qui est enclavé entre des zones d'habitat et la voie verte. Aucun siège d'exploitation agricole ne se trouve à proximité. Aucun accès agricole n'est impacté.</i></p>
<p>Règle n°8 : Préservation de la ressource en eau</p>	<p>4.5. Préserver la ressource en eau pour limiter les conflits d'usage et garantir le bon fonctionnement des écosystèmes notamment en montagne et dans le sud de la région.</p> <p>1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.</p>	<p><i>L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU générera de faibles besoins supplémentaires en eau potable, et aura donc un impact minime sur la ressource.</i></p> <p><i>L'article 4 du règlement de la zone UB en vigueur exige que toutes les dispositions soient prises pour limiter l'imperméabilisation du sol et pour assurer la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales des parcelles.</i></p> <p><i>Grand Bourg Agglomération mène actuellement une étude de faisabilité visant à redéfinir les besoins et scénarii d'aménagements pour le traitement des eaux usées sur la commune d'Attignat.</i></p>

Infrastructures de transport, d'intermodalité et de développement des transports

REGLES DU SRADDET	OBJECTIFS DU SRADDET AUXQUELS LA REGLE SE RAPPORTE	COMPATIBILITE DU PROJET DE MODIFICATION
<p>Règle n°22 : Préservation des emprises des voies ferrées désaffectées et priorité de réemploi à des fins</p>	<p>2.3. Répondre aux besoins de mobilité en diversifiant les offres et services en fonction des spécificités des personnes et des territoires.</p> <p>4.1 Désenclaver les territoires ruraux et de montagne par des infrastructures de transport et des services de mobilité adaptés.</p>	<p><i>Le projet de modification porte sur un secteur bordant la voie verte « La Traverse », aménagée sur l'emplacement d'une ancienne voie de chemin de fer qui reliait Bourg-en-Bresse à Chalon-sur-Saône.</i></p>

de transports collectifs		
--------------------------	--	--

Climat, air, énergie

REGLES DU SRADDET	OBJECTIFS DU SRADDET AUXQUELS LA REGLE SE RAPPORTE	COMPATIBILITE DU PROJET DE MODIFICATION
Règle n°23 : Performance énergétique des projets d'aménagements	3.8. Réduire de 23 % la consommation d'énergie de la région à l'horizon 2030.	<i>Le projet de modification ne prévoit aucune autre disposition en faveur de la limitation des consommations d'énergie, du développement des ENR et de la limitation des émissions polluantes. Le PLU en vigueur, non grenellisé, nécessitera une approche globale, dans le cadre de sa révision générale, pour intégrer ces enjeux et objectifs.</i>
Règle n°24 : Trajectoire neutralité carbone horizon 2050	3.7. Augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergies renouvelables (électriques et thermiques) en accompagnant les projets de production d'énergies renouvelables et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à +100 % à l'horizon 2050 1.5.2 Réduire les émissions de GES pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. 1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières. 1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.	<i>Le règlement du PLU, notamment celui de la zone UB, intègre des dispositions en faveur d'une architecture bioclimatique et de l'utilisation de panneaux solaires et exige que toutes les dispositions soient prises pour limiter l'imperméabilisation du sol et pour assurer la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales des parcelles.</i>
Règle n°25 : Performance énergétique des bâtiments neufs	3.8. Réduire de 23 % la consommation d'énergie de la région à l'horizon 2030. 1.5.2 Réduire les émissions de GES pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050	<i>La réglementation en vigueur s'applique.</i>
Règle n°27 : Développement des réseaux énergétiques	3.7. Augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergies renouvelables (électriques et thermiques) en accompagnant les projets de production d'énergies renouvelables et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à +100 % à l'horizon 2050	<i>De tels réseaux ne sont pas identifiés au droit du secteur concerné par le projet de modification.</i>
Règle n°29 : Développement des énergies renouvelables	1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières. 3.7. Augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergies renouvelables (électriques et thermiques) en accompagnant les projets de production d'énergies renouvelables et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à +100 % à l'horizon 2050	<i>Voir règles n°23-24-25 ci-dessus.</i>

	<p>9.1. Accompagner l'autoconsommation d'énergie renouvelable et les solutions de stockage d'énergie.</p> <p>9.3. Développer le vecteur énergétique et la filière hydrogène tant en termes de stockage d'énergie que de mobilité.</p> <p>1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.</p>	
Règle n°31 : Diminution des GES	<p>1.5. Réduire les émissions de polluants et les émissions de GES.</p> <p>1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.</p> <p>2.9. Accompagner la réhabilitation énergétique des logements privés et publics et améliorer leur qualité environnementale.</p>	<p><i>Voir règles n°23-24-25 ci-dessus.</i></p> <p>La préservation de la haie en bordure Est de la zone 2AU, contre la voie verte, permettra, modestement, de conserver un puits de captation de carbone.</p>
Règle n°32 : Diminution des émissions de polluants dans l'atmosphère	<p>1.5. Réduire les émissions de polluants et les émissions de GES.</p> <p>1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique</p>	<p><i>Voir règles n°23-24-25 ci-dessus.</i></p> <p><i>Attignat et son territoire élargi ne font toutefois pas partie des 9 secteurs prioritaires à l'échelle régionale.</i></p>
Règle n°33 : Réduction de l'exposition de la population aux polluants atmosphériques	<p>1.5. Réduire les émissions de polluants et les émissions de GES.</p> <p>1.3. Consolider la cohérence entre urbanisme et déplacements.</p> <p>2.9. Accompagner la réhabilitation énergétique des logements privés et publics et améliorer leur qualité environnementale.</p>	<p>La zone 2AU destinée à accueillir une opération d'habitat est proche de la RD975, axe de circulation majeur, mais reste située à l'écart, et borde la voie verte. Elle n'est donc pas exposée aux pollutions les plus fortes, et donne un accès immédiat à un cheminement doux structurant.</p>

Protection et restauration de la biodiversité

REGLES DU SRADDET	OBJECTIFS DU SRADDET AUXQUELS LA REGLE SE RAPPORTE	COMPATIBILITE DU PROJET DE MODIFICATION
Règle n°35 : Préservation des continuités écologiques	1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.	<p>La commune ne compte aucun site Natura 2000.</p> <p>La zone 2AU est inscrite au sein de l'enveloppe urbanisée d'Attignat ; elle n'est pas intégrée au sein d'un réservoir de biodiversité, d'une zone humide, d'un corridor écologique, d'un espace perméable, et ne jouxte pas ce type d'espace.</p> <p>Elle ne borde pas un cours d'eau (voir la partie ressource en eau / assainissement).</p> <p>La préservation de la haie en bordure Est (contre la voie verte) pour des motifs paysagers/de nuisances (vis-à-vis) participera aussi au maintien de la biodiversité/d'un corridor.</p>
Règle n°36 : Préservation des réservoirs de biodiversité	1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.	
Règle n°37 : Préservation des corridors écologiques	1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.	
Règle n°38 : Préservation de la trame verte et bleue	<p>1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.</p> <p>1.6.4. Contribuer à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau et des lacs.</p> <p>3.9. Préserver les espaces et le bon fonctionnement des grands cours d'eau.</p>	

<p>Règle n°39 : Préservation des milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité</p>	<p>1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.</p> <p>3.3. Préserver et valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole et sylvicole viable, soucieuse de la qualité des sols, de la biodiversité et résiliente face aux impacts du changement climatique.</p> <p>1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés.</p> <p>1.6.2. Réduire les émissions de gaz à effet de serre.</p>	
<p>Règle n°40 : Préservation de la biodiversité ordinaire</p>	<p>1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.</p> <p>1.7. Valoriser la richesse et la diversité des paysages, patrimoines et espaces naturels remarquables et ordinaires de la région.</p> <p>1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés.</p> <p>1.6.2. Réduire les émissions de gaz à effet de serre.</p>	

Prévention et gestion des déchets

REGLES DU SRADDET	OBJECTIFS DU SRADDET AUXQUELS LA REGLE SE RAPPORTE	COMPATIBILITE DU PROJET DE MODIFICATION
<p>Règle n°43 : Réduction de la vulnérabilité des territoires vis-à-vis des risques naturels</p>	<p>4.3. Accompagner les collectivités à mieux prévenir et à s'adapter aux risques naturels très présents dans notre région.</p> <p>1.9 Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.</p> <p>1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.</p> <p>1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés.</p>	<p><i>La zone 2AU n'est pas exposée à des risques naturels ou technologiques important. Elle se situe en zone d'aléa moyen de retrait-gonflement des sols argileux, où s'applique la réglementation en vigueur, indépendamment du PLU.</i></p> <p><i>La gestion des eaux pluviales est encadrée par le règlement du PLU en vigueur.</i></p>

III. CONCLUSION

Les modifications apportées au PLU d'Attignat :

- ne sont pas de nature à changer les orientations définies par le PADD,
- n'ont pas pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- n'ont pas pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- conduisent à ouvrir à l'urbanisation une zone AU, qui, dans les 9 ans, suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ; toutefois, il s'agit seulement de rectifier une erreur faite dans le cadre de la modification du PLU en 2011 ;
- n'ont pas pour effet de créer des OAP de secteur d'aménagement valant création de ZAC.

Elles conduisent à augmenter les possibilités de construire de plus de 20% par rapport à l'application du règlement actuel, puisqu'elle vise à ouvrir une zone à l'urbanisation.

En ce sens, la procédure de modification de droit commun est bien justifiée.

Le présent dossier de modification est composé :

- de la présente notice de présentation constituant un additif au rapport de présentation (pièce 1 du PLU) et son annexe
- d'extraits du plan de zonage avant/après modification (pièce 4)
- d'un extrait du règlement après modification (pièce 5)
- de la liste des emplacements réservés modifiée (pièce 6).

Plan Local d'Urbanisme d'Attignat

Modification n°J

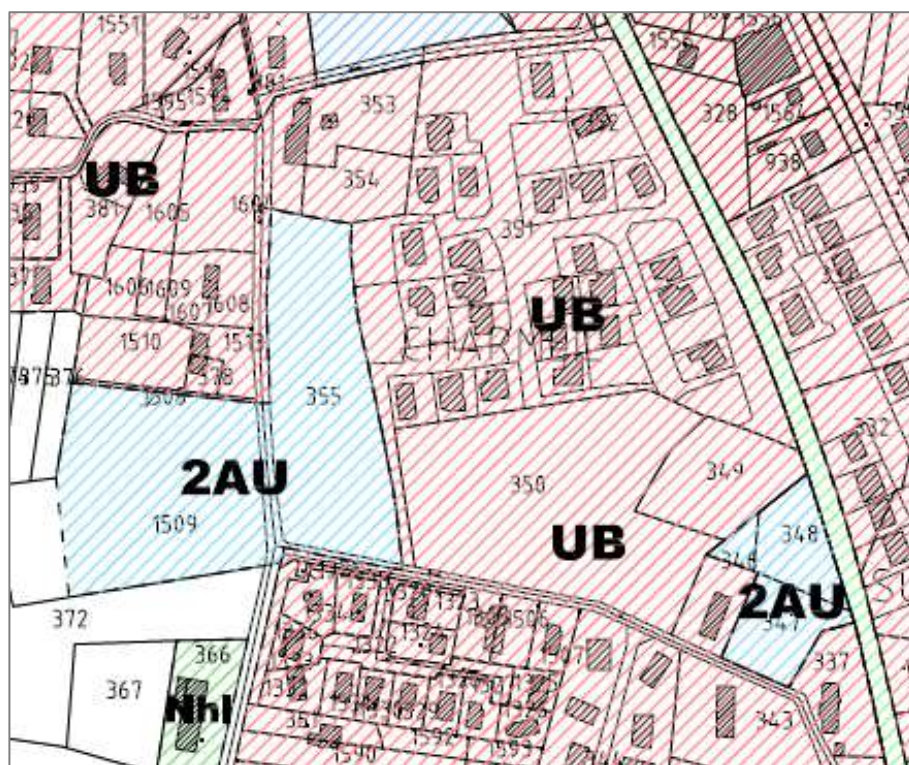
4. Extraits du plan de zonage avant / après modification

Dossier d'enquête publique

et de notification aux Personnes Publiques Associées

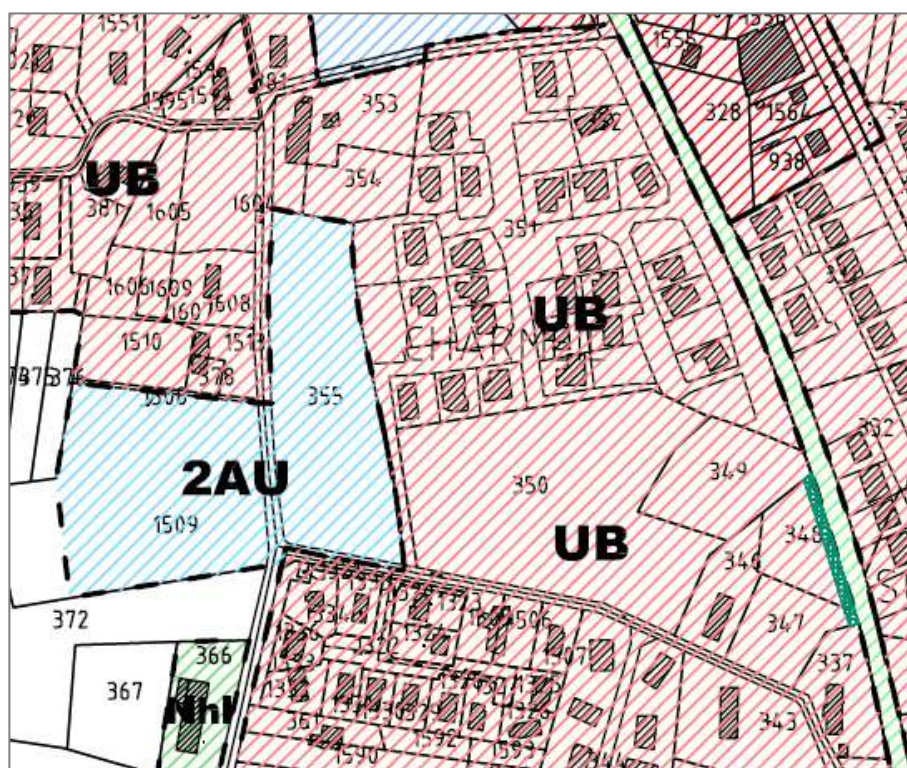
Mars 2022

Vu pour rester annexé à l'arrêté du 16/10/2020 et à la délibération du 13/04/2021	PLU approuvé le : 5 mai 2006 Modification (A) le : 1 ^{er} février 2008 Révision simplifiée (B) le : 3 juin 2008 Modification simplifiée (C) le : 2 février 2010 Modification (D) le : 18 octobre 2011 Révision avec examen conjoint (E/F) et modification (G) le : 4 mars 2014 Modification simplifiée (H) le : 29 septembre 2015 Modification (I) le : 20 octobre 2020 Modification (J) le :
Le Maire	
Pour copie conforme	



ensembles arborés identifiés au titre de l'article L.123-1-7

Extraits du plan de zonage et de sa légende AVANT modification



ensembles arborés identifiés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme

Extraits du plan de zonage et de sa légende APRES modification

Plan Local d'Urbanisme d'Attignat

Modification n°J

5. Règlement (extrait après modification)

Dossier d'enquête publique et de notification aux Personnes Publiques Associées Mars 2022

<p>Vu pour rester annexé à l'arrêté du 16/10/2020 et à la délibération du 13/04/2021</p> <p>Le Maire</p>	<p>PLU approuvé le : 5 mai 2006 Modification (A) le : 1^{er} février 2008 Révision simplifiée (B) le : 3 juin 2008 Modification simplifiée (C) le : 2 février 2010 Modification (D) le : 18 octobre 2011 Révision avec examen conjoint (E/F) et modification (G) le : 4 mars 2014 Modification simplifiée (H) le : 29 septembre 2015 Modification (I) le : 20 octobre 2020 Modification (J) le :</p>
<p>Pour copie conforme</p>	

SOMMAIRE

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

3

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Ce règlement est établi conformément aux dispositions des articles L.123.1 et R.123.9 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU PLAN

Le présent règlement s'applique au territoire de la commune d'ATTIGNAT, sans exclusive aucune.

ARTICLE 2 – PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD D'AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS

Sont et demeurent notamment applicables au territoire communal :

- 1- Les articles du Règlement National d'Urbanisme dits d'ordre public dont la liste figure à l'article R.111-1 du Code de l'Urbanisme et qui demeurent opposables à toute demande d'occupation du sol. Ces articles concernent :
 - R.111-2 : salubrité publique
 - R.111-3-2 : conservation et mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques
 - R. 11-4 : desserte (sécurité des usagers) – accès – stationnement
 - R.111-14-2 : respect des préoccupations d'environnement
 - R.111-15 : respect de l'action d'aménagement du territoire
 - R.111-21 : respect du patrimoine urbain, naturel et historique.
- 2- Les servitudes d'utilité publique instituant une limitation administrative au droit de propriété qui font l'objet de l'annexe n° 7 de ce Plan Local d'Urbanisme.
- 3- Si elles sont restrictives, les règles de ce Plan local d'urbanisme s'appliquent à celles des lotissements approuvés avant l'opposabilité du Plan Local d'Urbanisme aux tiers, sous réserve des dispositions de l'article L 315-8 du Code de l'Urbanisme.
Dans le cas contraire, ce sont les dispositions du lotissement plus rigoureuses mais néanmoins compatibles avec celles du PLU qui restent applicables, à moins que les dispositions régissant le lotissement ne soient mises en concordance avec celles du Plan Local d'Urbanisme dans les conditions prévues à l'article L.315.4 du Code de l'urbanisme.
- 4- L'article L.111-7 du Code de l'Urbanisme qui fixe la liste des cas où il peut être sursis à statuer sur une demande d'autorisation d'utiliser ou d'occuper le sol.
- 5- L'article L.421-5 du code de l'urbanisme qui permet de refuser un permis de construire, si le terrain n'est pas suffisamment desservi par les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement et d'électricité.

ARTICLE 3 – DIVISION DU TERRAIN EN ZONES

- 1- Le territoire couvert par le plan local d'urbanisme est divisé en zones urbaines (U), en zones à urbaniser (AU), en zones agricoles (A) et en zones naturelles (N), dont les délimitations sont reportées sur les documents graphiques constituant les pièces n°3 du dossier.

Les plans comportent aussi :

- Les terrains classés par ce P.L.U comme espace boisés à conserver, à protéger ou à créer auxquels s'appliquent les dispositions de l'article L.130.1 du Code de l'Urbanisme.
- Les ensembles arborés identifiés auxquels s'appliquent les dispositions de

l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

- Les emplacements réservés aux voies, ouvrages publics, installations d'intérêt général et espaces verts auxquels s'appliquent les dispositions de l'article L.123.17 du Code de l'Urbanisme.

2- Les zones urbaines auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre II repérées au plan par les indices correspondants sont :

- La zone UA, zone centrale dense comprenant :
 - un secteur UAr comportant des risques technologiques
- La zone UB, zone urbaine pavillonnaire de forte densité, qui comprend :
 - un secteur UBa, de densité moyenne.
- La zone UC, zone périphérique pavillonnaire de faible densité comprenant :
 - un secteur UCr comportant des risques technologiques
- La zone UX, zone d'activités artisanales, commerciales, industrielles ou de service,

3- Les zones à urbaniser auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre III repérées au plan par les indices correspondants sont :

- La zone 1AU, zone à urbaniser à court terme sous forme d'habitat principalement et comprenant :
 - un secteur 1AUr comportant des risques technologiques
- La zone 1AUL, zone d'urbanisation à court terme sous forme d'espaces réservés aux sports et aux loisirs ainsi qu'aux équipements socio-culturels.
- La zone 1AUX, zone d'urbanisation à court terme sous forme d'activités industrielles, commerciales et artisanales.
- La zone 2AU, zone à urbaniser à long terme sous forme d'habitat principalement. L'ouverture à l'urbanisation de cette zone est subordonnée à une modification ou une révision du plan local d'urbanisme ;
 - un secteur 2AUr comportant des risques technologiques
- La zone 2AUX, zone à urbaniser à long terme sous forme d'activités industrielles, commerciales et artisanales. L'ouverture à l'urbanisation de cette zone est subordonnée à une modification ou une révision du plan local d'urbanisme.

4-Les zones agricoles auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre IV repérées au plan par les indices correspondants sont :

- La zone A, zone agricole comprenant :
 - un secteur Ar comportant des risques technologiques

5-Les zones naturelles auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre V repérées au plan par les indices correspondants sont :

- La zone N, zone naturelle protégée, qui comprend :
 - un secteur NCar, zone de carrières située en zone de risques technologiques.
 - un secteur Npr correspondant au périmètre de protection du stockage d'éthylène de Viriat et situé en zone de risques technologiques.
 - un secteur Nr comportant des risques technologiques
- La zone Nhl, zone d'accueil limitée, qui comprend :
 - un secteur Nhlr comportant des risques technologiques
 - un secteur Nhla où seul l'aménagement et l'extension mesurée des constructions existantes ainsi que les changements de destination sont autorisés.
 - un secteur Nhlar situé en zone de risques technologiques

ARTICLE 4 – ADAPTATION MINEURES

Les dispositions des articles 3 à 13 des règlements de chacune des zones ne peuvent faire l'objet que d'adaptations mineures (articles L.123-1 du Code de l'Urbanisme) rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions environnantes.

ARTICLE 5 – DEFINITIONS

1- Adaptations mineures :

Par « adaptations mineures », il faut entendre des assouplissements qui peuvent être apportés à certaines règles d'urbanisme sans aboutir à un changement de type d'urbanisation et sans porter atteinte aux droits des tiers.

Ces adaptations excluent tout écart important entre la règle et l'autorisation accordée.

2-La notion d'extension mesurée des bâtiments existants :

Il s'agit à la fois d'extension horizontale, de surélévation, de transformation de surface hors œuvre brute en surface hors œuvre nette. La mesure est appréciée vis-à-vis de trois critères : l'habitabilité, la surface de terrain et la qualité du site.

ARTICLE 6 – RAPPELS ET DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES ZONES

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration conformément aux articles L441.1 et R441.1 et suivant du Code de l'Urbanisme.
- Les installations et travaux divers sont soumis à l'autorisation prévue aux articles L.442.1 et R.442.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.
- Les coupes et abatages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés au titre des articles L.123.1 et L.130.1 du Code de l'Urbanisme et figurant comme tels aux documents graphiques. Les demandes de défrichements sont irrecevables dans les espaces boisés classés au titre de l'article L.130.1 du Code de l'Urbanisme et figurant comme tels aux documents graphiques.
- Les défrichements sont soumis à autorisation dans les espaces boisés non classés conformément à l'article L311.1 du Code de l'Urbanisme, en particulier dans les zones auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article 13 bis de la loi du 13 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques.
- Au terme de la loi du 27 septembre 1941, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent immédiatement être signalées au Maire de la commune, lequel prévient la Direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes (Le Grenier d'Abondance – 6 quai Saint Vincent 69283 LYON; Tél : 04.72.00.44.00)
Le décret n°2002-89 pris pour application de la loi 2001-44 prévoit que : « les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature, ou de leur importance affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises qu'après accomplissement des mesures de détection et le cas échéant de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique ... » (art.1) Conformément à l'article 5 du même

décret, « ... les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux ... peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont confiance ».

- Conformément aux dispositions de l'article L.111.3 nouveau du Code rural et à celles de l'article R.111.2 du Code de l'urbanisme, l'implantation des constructions et locaux occupés par des tiers par rapport aux bâtiments agricoles est soumise à la même exigence d'éloignement que celle imposée auxdits bâtiments agricoles vis-à-vis des constructions des tiers. Toutefois, par dérogation à ces dispositions, une distance d'éloignement inférieure pourra être autorisée pour tenir compte des spécificités locales notamment dans les zones urbaines, après avis de la chambre d'agriculture.
- Les plantations repérées au règlement graphique au titre l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme sont soumises aux dispositions suivantes :
 - Les coupes et les abattages sont autorisés dans les cas suivants :
 - pour assurer la sécurité des biens et des personnes ;
 - pour créer un accès ou améliorer la visibilité aux abords des voies routières départementales ou communales ;
 - pour renouveler les plantations et boisements concernés : dans ce cas, le projet devra constituer le boisement avec la qualité paysagère initiale et présenter une qualité écologique au moins équivalente ;
 - pour l'exploitation de bois de chauffe ou de bois d'oeuvre : dans ce cas, le projet ne pourra consister en une coupe "à blanc" du boisement. Le projet justifiera alors du recours à une coupe sélective permettant une régénération naturelle des boisements.
 - Les défrichements, arrachages et essouchements sont soumis à déclaration de travaux en mairie. Il sera exigé :
 - soit que l'élément recensé soit déplacé
 - soit que l'élément recensé soit reconstitué en recourant à des essences végétales locales dont une liste est annexée au présent règlement.

Plan Local d'Urbanisme d'Attignat

Modification n°J

6. Liste des emplacements réservés

Dossier d'enquête publique

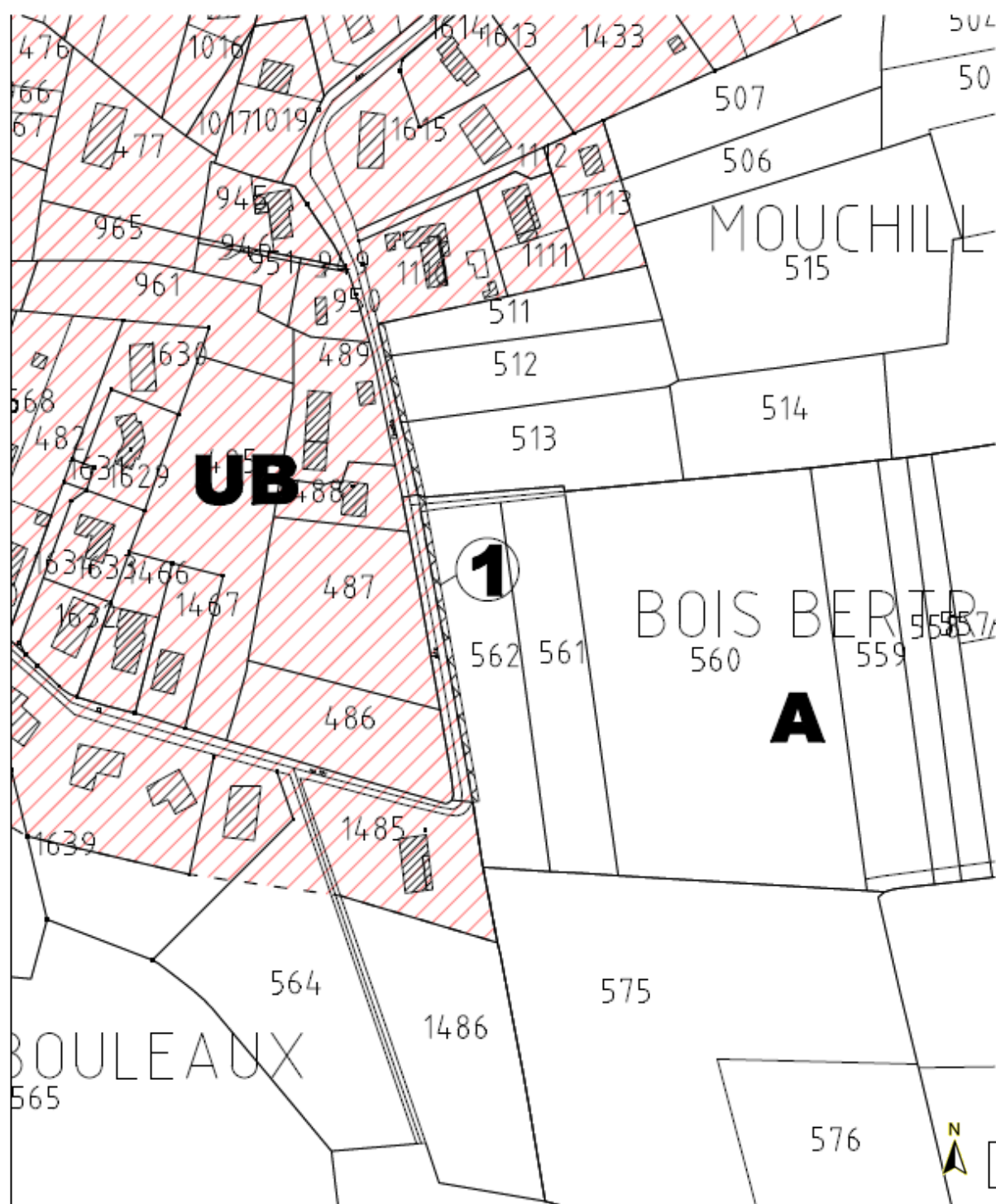
et de notification aux Personnes Publiques Associées

Mars 2022

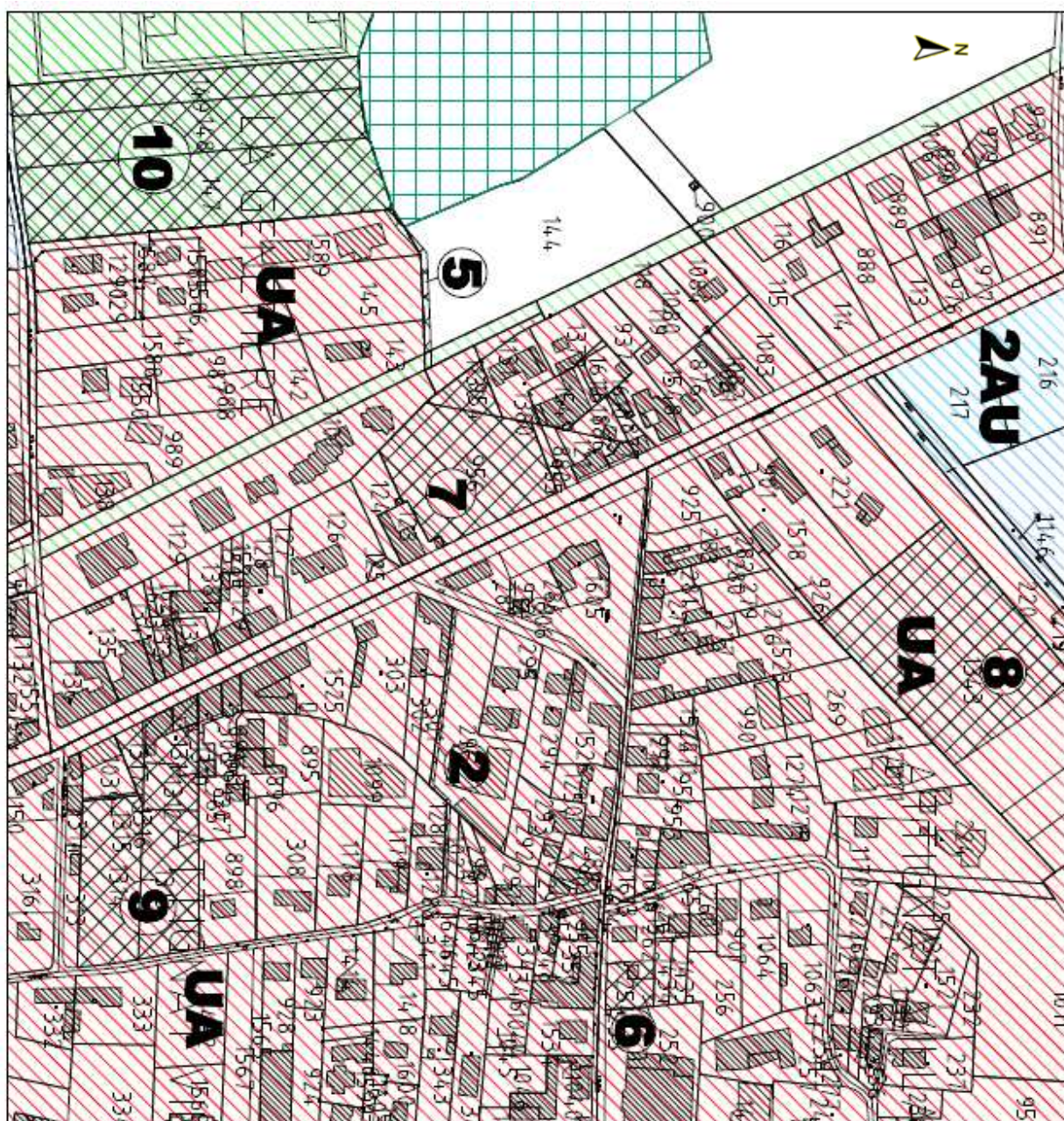
Vu pour rester annexé à l'arrêté du 16/10/2020 et à la délibération du 13/04/2021	PLU approuvé le : 5 mai 2006 Modification (A) le : 1 ^{er} février 2008 Révision simplifiée (B) le : 3 juin 2008 Modification simplifiée (C) le : 2 février 2010 Modification (D) le : 18 octobre 2011 Révision avec examen conjoint (E/F) et modification (G) le : 4 mars 2014 Modification simplifiée (H) le : 29 septembre 2015 Modification (I) le : 20 octobre 2020 Modification (J) le :
Le Maire	
Pour copie conforme	

Liste des emplacements réservés

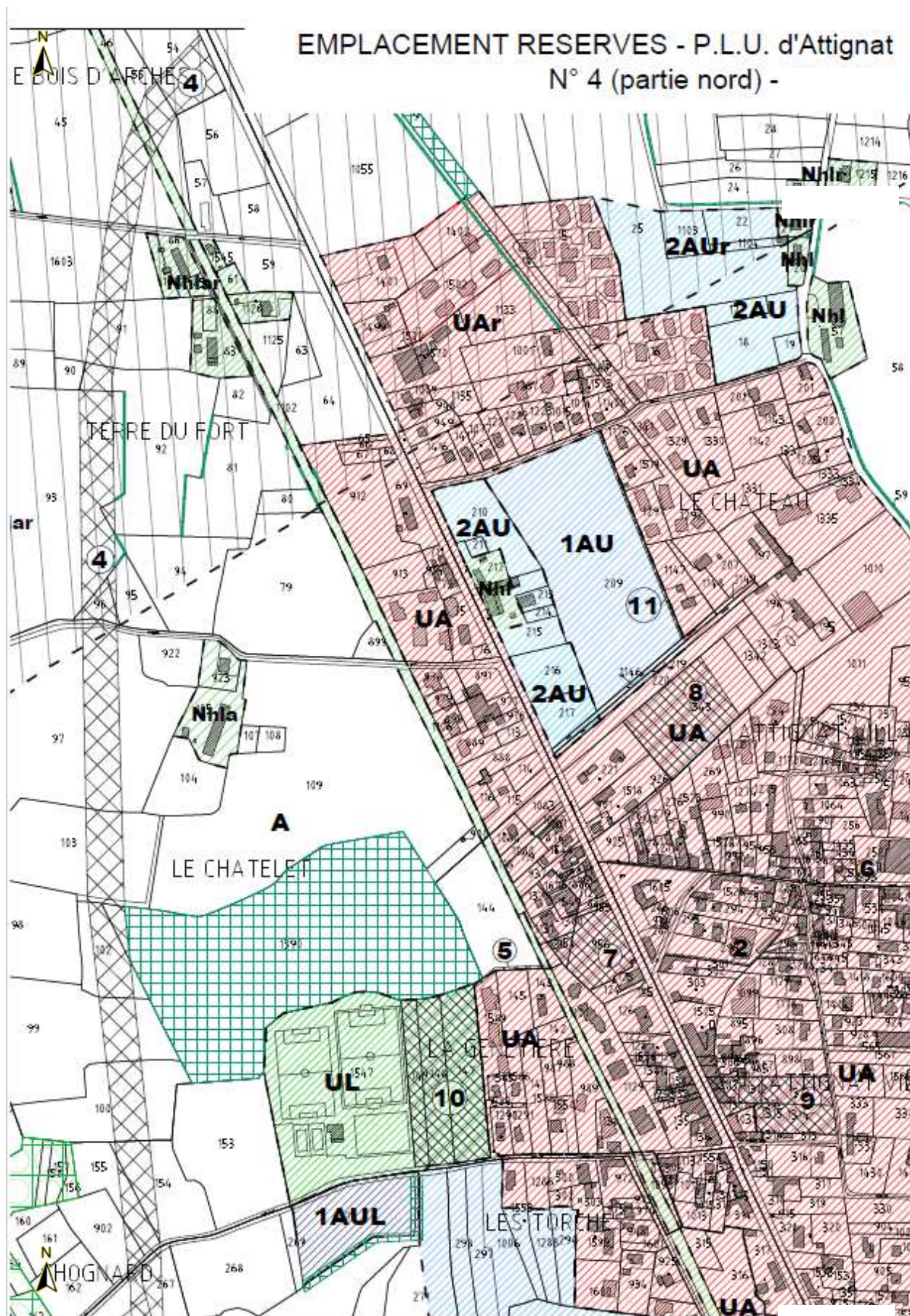
Numéro	Désignation de l'opération	Bénéficiaire	Superficie approximative en m ²
1	Agrandissement voirie <i>Chemin des Oassats</i>	Commune	488
2	Création d'un chemin piéton au centre du village	Commune	2m de large
3	SUPPRIMÉ		
4	Création d'une voie de contournement (déviation de la RD 975)	Commune	149 960
5	Création d'un chemin piéton entre le plateau sportif et le centre du village	Commune	3,5m de large
6	Création d'une poche de stationnement	Commune	641
7	Réalisation d'une opération d'ensemble incluant notamment des logements, des logements sociaux, des stationnements et des espaces verts répondant également à l'intérêt général	Bailleur social Ou Promoteur immobilier-bailleur social	5356 m2 environ
8	Equipement public socio-éducatif	Commune	9090
9	Aménagement du centre du village	Commune	7343
10	Agrandissement du plateau sportif	Commune	16139
11	Création d'un cheminement piéton	Commune	3,5 m de large
12	SUPPRIMÉ		
13	Création d'un cheminement piéton	Commune	3 m de large Soit 132 m2 environ



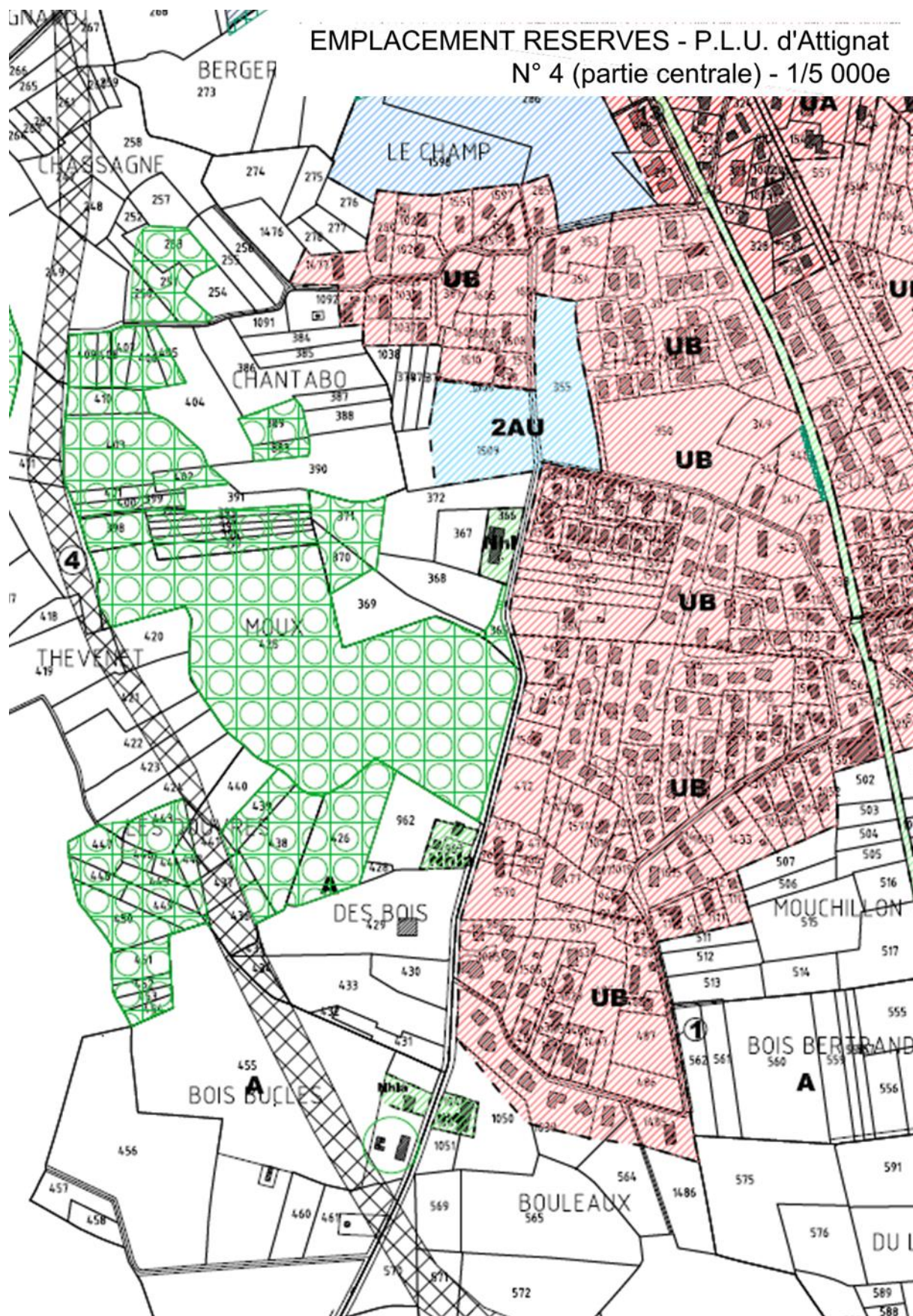
EMPLACEMENT RESERVES - P.L.U. d'Attignat N° 1

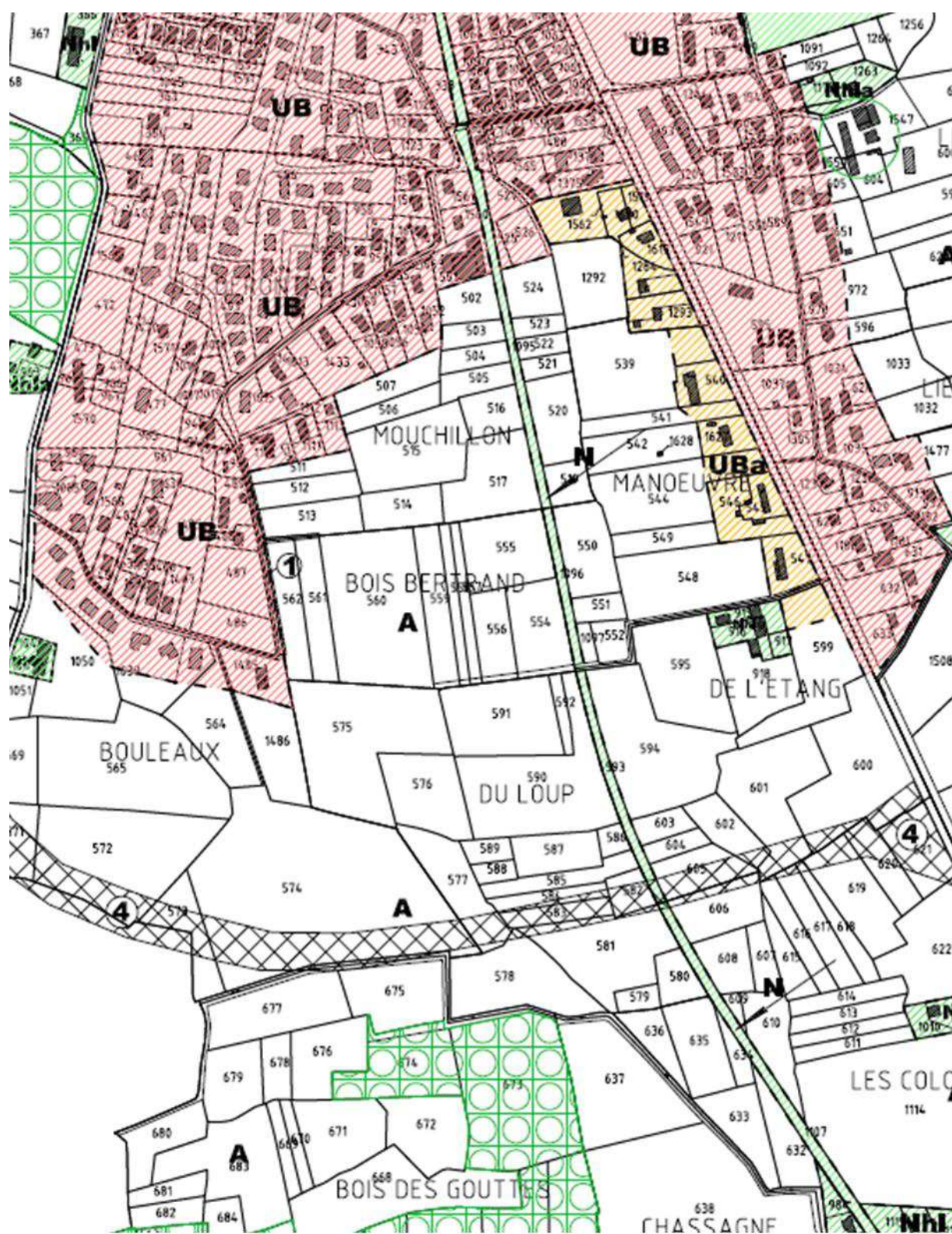


EMPLACEMENT RESERVES
P.L.U. d'Attignat
N° 2, 5, 6, 7, 8, 9 et 10

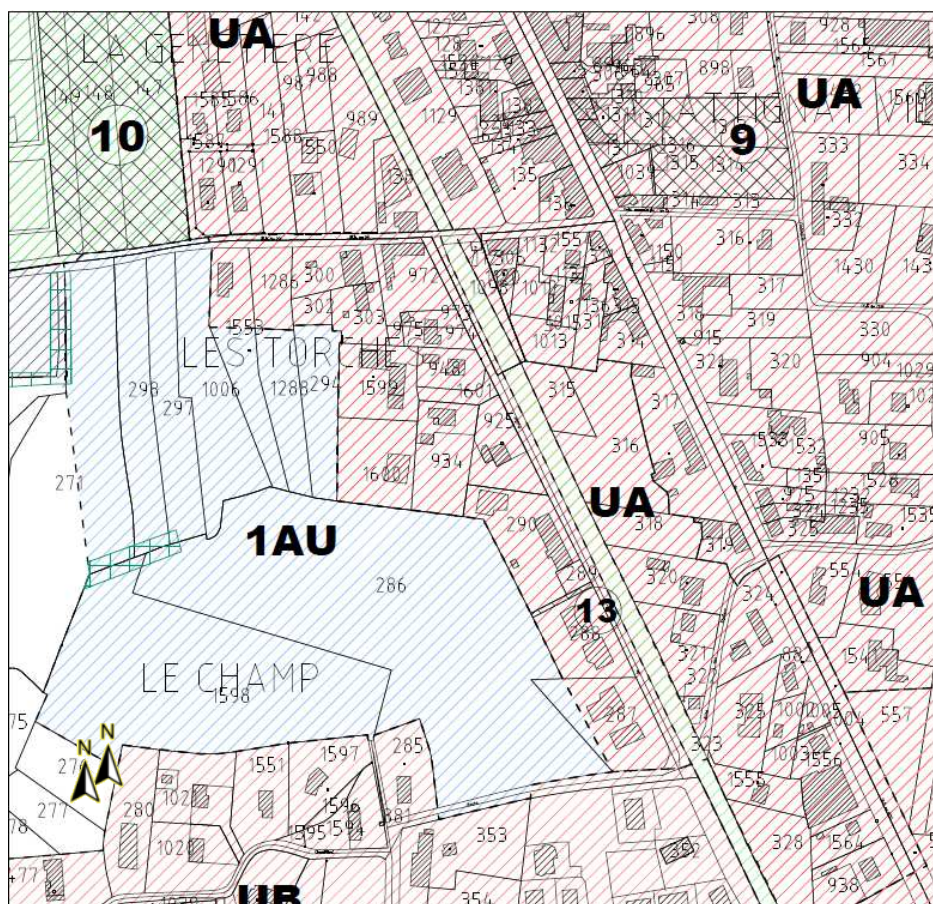


EMPLACEMENT RESERVES - P.L.U. d'Attignat N° 4 (partie centrale) - 1/5 000e

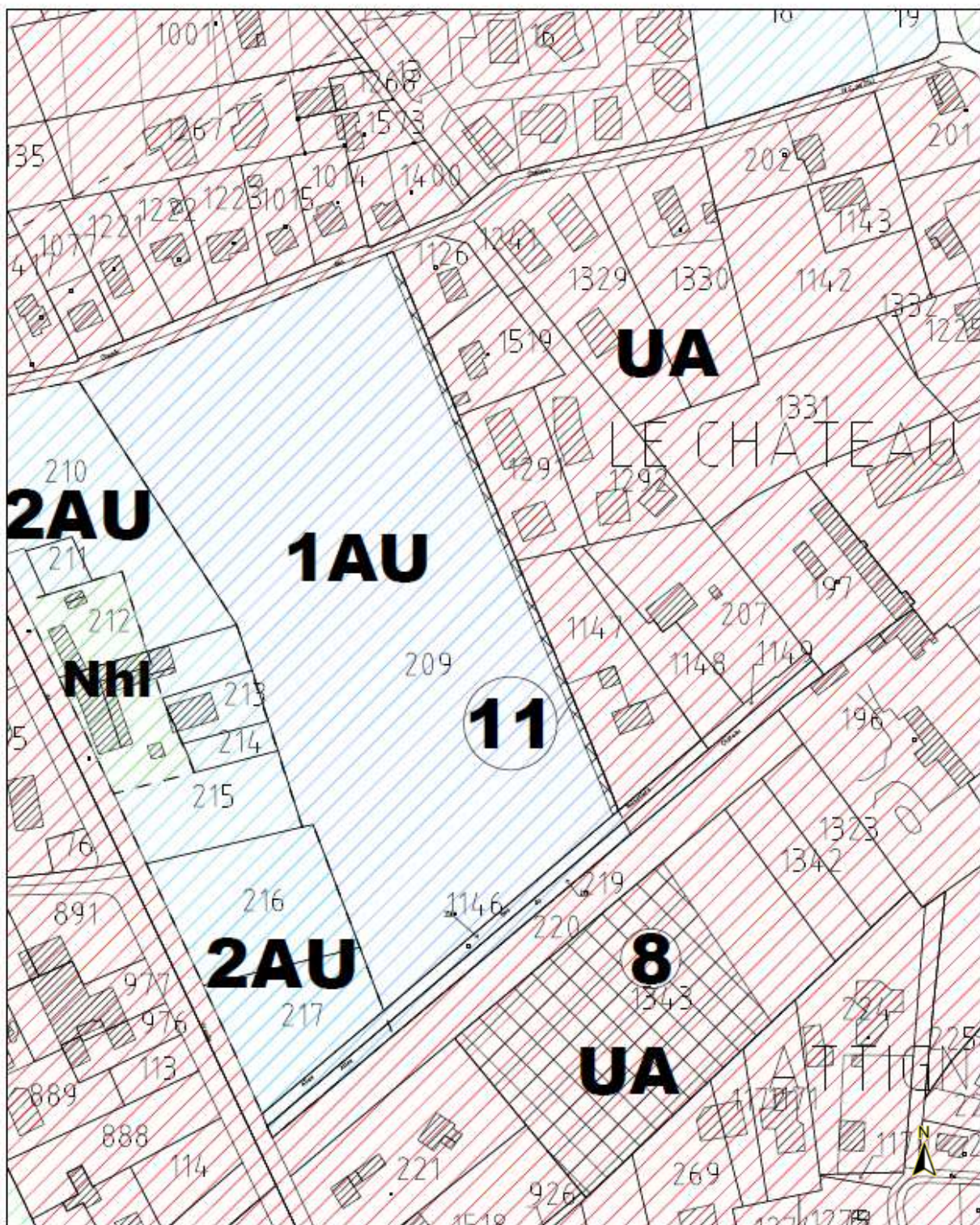




EMPLACEMENT RESERVES - P.L.U. d'Attignat **N° 4 (partie sud) - 1/5 000e**



ESERVES -
N° 3, 9, 10 et 12
1/2 000e



EMPLACEMENT RESERVES - P.L.U. d'Attignat N° 11

Bourg-en-Bresse,
Le 18 NOV. 2021

A l'attention de M. MARTIN Walter
Mairie d'Attignat
305 Grande Rue
01340 ATTIGNAT



Réf. : D-2021_262

Affaire suivie par : Florian CHAGNARD

Direction du Grand Cycle de l'Eau

Tél. : 04 74 24 49 44

Objet : Mise en conformité des systèmes d'assainissement de la commune d'Attignat

Monsieur le Maire,

Cher Walter,

Comme suite à votre demande concernant les installations d'assainissement de votre commune, je vous confirme que Grand Bourg Agglomération va poursuivre leur mise en conformité. Cette démarche avait été initiée anté-transfert dans le cadre d'un schéma directeur. L'étude de faisabilité en cours va permettre de confirmer les besoins en matière d'organisation des installations de traitement des eaux usées.

Elle prendra également en compte les projets de développement de l'urbanisme. Cette étude avait pour terme la fin de l'année 2021 mais des mesures complémentaires de charges polluantes et de flux hydrauliques ayant été nécessaires pour valider les données d'entrée, l'échéance devrait se décaler sur le début de l'année 2022.

Aussi, Grand Bourg Agglomération s'engage à conduire la mise en conformité des installations au rythme prévu par la programmation pluriannuelle des investissements, outil de programmation partagée avec les services de l'Etat.

Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, mes salutations distinguées.

Bien à toi

Jonathan GINDRE



Vice-Président à l'Eau et à l'Energie